Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 14 octobre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°486 ■

TAXE CARBONE EUROPÉENNE

L'Afrique risque 25 milliards $ de pertes annuelles

P 9

TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR RAIL

La SNTF vise 100 millions de tonnes d'ici 2040

Contrairement aux transports routiers, où des lenteurs peuvent être observées, le transport ferroviaire évite ces problématiques. Après une stagnation de dix ans concernant le volume des marchandises transportées, qui atteignait 4,5 millions de tonnes par an, le transport de marchandises par rail a connu en 2023 une reprise, avec une augmentation de 700 000 tonnes, portant le total à 5,2 millions de tonnes. L'objectif pour 2024 est d'atteindre 6 millions de tonnes, et ce, avec les mêmes moyens actuels, avec l'ambition de le porter à 100 million de tonnes par an à l'horizon 2040, a fait savoir Reda Laib, directeur général adjoint de la SNTF. P 3

LE SALON DU NAPEC S'OUVRE AUJOURD'HUI À ORAN

Cap sur la transition énergétique

La 12e édition du NAPEC 2024 (Africa&Mediterranean Energy&Hydrogen Exhibition and Conference) s'ouvre aujourd'hui à Oran. Cet événement réunira de grandes firmes énergétiques mondiales telles que ExxonMobil, Chevron, TotalEnergies, ainsi que la société chinoise CPTDC (China Petroleum Technology & Development Corporation). C'est le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui présidera, à l'ouverture de cette 12e édition du Salon, en présence des PDG des groupes Sonatrach et Sonelgaz.

P 2

LA PRÉSIDENTE DE L'INDE DEPUIS HIER À ALGER

Le renforcement de la coopération au menu

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli la Présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, qui a entamé, dimanche après-midi, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie.

P 3

INCLUSION FINANCIÈRE ET LUTTE CONTRE L'INFORMEL

La digitalisation et la finance islamique comme solution

L'Algérie est confrontée à des défis économiques majeurs, notamment en matière d'inclusion financière et de lutte contre l'économie informelle. Dans ce cadre, la modernisation du secteur bancaire, axée sur la digitalisation des services et le développement de la finance islamique, se profile comme une solution efficace pour capter les fonds circulant en dehors du circuit formel.

P 3

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE ORGANISÉE HIER À L'UNIVERSITÉ D'ORAN 2

L'industrie et l'usine du futur 4.0 en Algérie en débat P 2

LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

Les efforts de l'Algérie soulignés à Vienne P 5

CANCER DU SEIN

L'UGTA sensibilise les femmes P 16

NAPEC 2024

Le Groupe Telecom Algérie participe à la 12e édition

Le GROUPE TELECOM ALGERIE et les entreprises économiques affiliées à son portefeuille participent à la 12ème édition du Salon professionnel international « NAPEC 2024 », qui se tiendra du 14 au 16 octobre 2024 au Centre des conventions Mohammed Ben Ahmed à Oran (CCO). Sous le slogan « Équilibrer les hydrocarbures et les énergies propres : vers un mix énergétique efficace », cet événement majeur se concentrera sur les enjeux de la transition énergétique et l'avenir des énergies fossiles dans le contexte mondial actuel. Considéré comme un rendez-vous incontournable de l'économie nationale, le salon réunira des entreprises algériennes de premier plan, dont le GROUPE TELECOM ALGERIE. Au cours de cette manifestation, le groupe et les entreprises économiques affiliées à son portefeuille présentera ses offres et services à travers un stand qui sera installé à l'occasion. Cette participation témoigne de l'engagement du GROUPE TELECOM ALGERIE et des entreprises économiques affiliées à son portefeuille dans la promotion des Technologies de l'Information et de la Communication, tant au niveau local qu'international. L'objectif est de contribuer à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des entreprises, les rendant plus flexibles et compétitives dans un marché en constante évolution, tout en contribuant à l'essor de l'économie nationale.

LE SALON DU NAPEC S'OUVRE AUJOURD'HUI À ORAN

Cap sur la transition énergétique

La 12e édition du NAPEC 2024 (Africa&Mediterranean Energy&Hydrogen Exhibition and Conference) s'ouvre aujourd'hui à Oran. Cet événement réunira de grandes firmes énergétiques mondiales telles que ExxonMobil, Chevron, TotalEnergies, ainsi que la société chinoise CPTDC (China Petroleum Technology & Development Corporation). C'est le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui présidera, à l'ouverture de cette 12e édition du Salon, en présence des PDG des groupes Sonatrach et Sonelgaz.

Par Réda Hadi

Placé sous le thème "Équilibrer les hydrocarbures et les énergies propres : parvenir à un mix énergétique efficace", l'événement explorera les défis et les opportunités liés à la transition énergétique, en mettant en lumière le rôle des énergies fossiles dans le paysage énergétique futur. Ainsi donc, pour beaucoup, les débats mettront en relief comment arriver à équilibrer les hydrocarbures et les énergies propres et de parvenir à un mix énergétique efficace.
Pour les organisateurs, l'événement met en lumière les défis et les opportunités liés à la transition énergétique, mettant en avant le rôle des énergies fossiles dans le paysage énergétique futur. L'évènement, qui verra la participation de leaders mondiaux du domaine, illustrent un engagement résolu en faveur de l'établissement de partenariats stratégiques durables et de la création de nouvelles dynamiques économiques dans le secteur énergétique. l'Algérie, a pris conscience avec tous ses partenaires que le gaz naturel est une source d'énergie abondante, abordable et respectueuse de l'environnement et soutient l'intégration des sources d'énergies renouvelables, a toujours soutenu l'idée d'élargir le rôle du gaz naturel dans l'économie durable.
Il s'agit également du développement et son utilisation comme source propre avec des énergies nouvelles et renouvelables. Ainsi la présence stratégique lors de cette 12e édition du NAPEC des plus grandes firmes énergétiques mondiales telles que EXXONmobil, Chevron, Occidental Petrolieum (OXY), Pertamina, TotalEnergies, MidadEnergyRepsol, CEPSA, Harbour Energy, Equinor, China Petroleum Corporation (CPTDC), Services Petrolier Schlumberger (SLB), Baker Hughes, Petrogas International E&P, NABORS, Mitsubishi Power et bien d'autres témoigne d'une ambition sans précédent pour le développement et la transformation du marché énergétique algérien. Les organisateurs se félicitent de «la participation exceptionnelle et renforcée» du ministère de l'Énergie et des Mines, du Groupe Sonatrach et de Alnaft, qui démontre leur soutien stratégique au développement et à la transformation du secteur énergétique algérien.

LA 21e ÉDITION PRÉVUE DU 23 AU 27 OCTOBRE À ORAN

Participation de 100 exposants à Bâti west 2024

Le Centre des conventions Mohammed-Benahmed d'Oran (CCO) abritera la 21ème édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics " Bâti west 2024", du 23 au 27 octobre, a-t-on appris, dimanche, des organisateurs.
Ce Salon prévoit la participation de 100 exposants du pays et de l'étranger parmi les sociétés nationales et autres étrangères d'Espagne, Chine, Turquie et autres, en plus d'institutions bancaires spécialisées dans l'habitat et d'établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.
Ce rendez-vous économique, devenu une tradition annuelle à Oran, constitue un espace de rencontre et d'échange d'expériences entre professionnels du secteur de l'immobilier et de l'habitat, ainsi que pour mettre en place des partenariats avec des sociétés étrangères participantes.
Pour rappel, plus de 40% des exposants sont des sociétés nouvellement créées, spécialisées dans la production de matériaux de construction, qui espèrent commercialiser leurs produits, notamment à l'Ouest et au Sud-ouest du pays, souligne-t-on.
En marge de ce Salon, organisé cinq jours durant à l'initiative de l'agence "SP Events Compagny", des rencontres bilatérales seront tenues entre opérateurs économiques algériens et étrangers en vue d'encourager le partenariat et d'animer des communications sur le secteur de l'habitat, du logement et des énergies renouvelables en Algérie.

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE ORGANISÉE HIER À L'UNIVERSITÉ D'ORAN 2

L'industrie et l'usine du futur 4.0 en Algérie en débat

Par Selma R.

L'industrie et l'usine du futur 4.0, leurs perspectives en Algérie et les méthodes à adopter pour les développer ont été au centre d'une conférence internationale en "Ingénierie de maintenance et de production", organisée à l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed.
Initiée par le Laboratoire d'ingénierie de production, de maintenance et de production (LGPMI) de l'Institut de maintenance et de sécurité industrielle (IMSI) de l'université d'Oran 2, la rencontre réunit près de 90 experts entre enseignants et doctorants d'Algérie et de France, ainsi que des opérateurs économiques, pour débattre des bases de l'industrie et de l'usine du futur en Algérie et leurs perspectives, a expliqué, à l'APS, Rachid Noureddine, directeur du LGPMI et président de cette manifestation scientifique. Il a souligné que ce contexte d'industrie du futur 4.0 «marque un tournant dans l'évolution du secteur industriel, reposant sur l'intégration des nouvelles technologies, notamment numériques, dans l'ensemble de la chaîne de production et visant à associer la flexibilité et la productivité pour améliorer la compétitivité des entreprises».
Afin d'être au diapason des transitions technologiques mondiales, l'Algérie s'attèle à mettre en œuvre les bases de cette industrie 4.0, et pour cela, a-t-il relevé, «il est plus que nécessaire de débattre sur le sujet et d'étudier les autres expériences pour pouvoir commencer sur de bonnes bases, à commencer par l'usine du futur».
L'usine connectée ou usine du futur sera un environnement où les nouvelles technologies telles que la robotique, l'intelligence artificielle et l'internet permettront une augmentation drastique de la productivité. Il s'agit d'un nouveau mode de production, qui utilise les technologies numériques pour produire les biens, et monitore en temps réel son activité pour optimiser son fonctionnement. L'usine du futur est une nouvelle approche de la gestion des ressources de production.
Son objectif est de créer des usines intelligentes, plus flexibles et plus efficaces en termes de production et de gestion des ressources.
Selon Rachid Noureddine, l'usine 4.0 «ouvre la voie à une nouvelle révolution industrielle en utilisant plusieurs technologies innovantes, qui devront maîtriser l'intégralité de la gestion du cycle de vie des produits ou des services de la société». Dans une conférence sur «Les modèles de maintenance prédictive robustes pour l'industrie du futur», MM. Nassim Bendaoud Et Hai-Canh Vu, de l'Université de technologie de Compiègne (UTC) de France, ont mis l'accent sur l'importance, pour tout établissement industriel, de mettre en place une stratégie de maintenance prédictive et préventive. Grâce au concept d'industrie 4.0, l'usine d'aujourd'hui est beaucoup plus intelligente, plus forte et plus flexible que jamais, soulignent les deux conférenciers.
Le suivi de l'état des équipements est possible, depuis plusieurs années déjà, grâce à différents moyens de contrôle, de capteurs et d'autres outils et méthodes.
La grande nouveauté réside dans la capacité à saisir et analyser simplement les données, ainsi qu'à créer des algorithmes prédictifs avec l'aide d'une GMAO soit la gestion de la maintenance par le biais d'un logiciel, qui permet de gérer les différentes tâches de la maintenance au sein d'une entreprise, afin d'anticiper et prévenir les éventuelles pannes. «C'est un grand changement pour le monde de la maintenance», ont-ils noté.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA PRÉSIDENTE DE L'INDE DEPUIS HIER À ALGER

Le renforcement de la coopération au menu

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli la Présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, qui a entamé, dimanche après-midi, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie.

Synthèse Sirine R.

La cérémonie d'accueil s'est déroulée à l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger en présence de hauts responsables de l'Etat et des membres du gouvernement. Le Président de la République et la Présidente de la République de l'Inde ont écouté les hymnes nationaux des deux pays avant de passer en revue des détachements des différentes forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs, au même moment où 21 coups de canon retentissaient en l'honneur de l'hôte de l'Algérie. Ce déplacement, qui constitue le premier du genre depuis son accession à la présidence, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Inde, deux nations qui cherchent à approfondir leur coopération dans plusieurs domaines clés.

Les deux pays entretiennent des relations d'amitié historiques de longue date qui établissent le niveau de coopération bilatérale vers des horizons plus larges à travers un nouveau dynamisme renforçant ainsi la nouvelle orientation visant aller vers un partenariat économique prometteur.

A cet égard, la visite d'Etat initiée par la Présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, en Algérie, revêt une grande importance au vu de l'élan historique qui a contribué à la consolidation des relations et à la concordance de points de vue entre les deux pays sur de nombreuses questions internationales et régionales d'intérêt commun à la lumière de l'existence d'une volonté commune de relancer une nouvelle dynamique de coopération économique.

L'importance de cette visite est également soulignée dans le fait qu'il s'agit de la première du genre d'un haut responsable indien en Algérie depuis des années, car elle a été précédée par la visite de l'ancien vice-président indien Muhammad Hamid Ansari en Algérie en 2016, suivie par la visite du ministre d'État indien aux Affaires extérieures, Shri Murlidharan en 2021.

L'Inde attache une grande importance à l'approfondissement de la coopération avec l'Algérie dans le cadre d'une vision renouvelée menée par Mme Draupadi Murmu, élue présidente du pays en 2022, et cela s'inscrit dans la nouvelle direction de l'Algérie, dirigée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en œuvrant à la diversification du partenariat stratégique à travers le monde.

Dans ce contexte, le Premier Ministre de la République de l'Inde, M. Narendra Modi, avait récemment adressé un message de félicitations au Président de la République à l'occasion de sa réélection pour un second mandat, la solidité des relations amicales traditionnelles entre les deux pays, sur la base de « la confiance mutuelle, la volonté sincère et le partage de points de vue sur les questions régionales et internationales ».

Il a souligné que son pays «attache une grande importance à l'élargissement et à l'approfondissement de la coopération avec l'Algérie d'une manière qui serve le bénéfice commun des deux peuples».

Dans un contexte connexe, la nouvelle ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Mme Swati Vijay Kulkarni, qui a remis il y a quelques jours ses lettres de créance au Président de la République, a mis en avant l'aspiration de son pays « à travailler fortement avec l'Algérie dans divers domaines».

Il y a quelque temps, les deux pays ont convenu de renforcer l'arsenal juridique qui régit la coopération bilatérale en menant des négociations qui ont abouti à la signature d'un accord sur la non-double imposition, d'un accord de coopération douanière et d'un accord sur la promotion et la protection des investissements des deux parties , tout en intensifiant les rencontres entre les opérateurs économiques des deux pays. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays reste en deçà du niveau d'excellentes relations politiques, puisqu'il se situe ces dernières années au seuil de 2 milliards de dollars, malgré l'énorme potentiel offert par le climat des affaires des deux pays. Les domaines de coopération les plus importants entre les deux pays concernent le secteur des infrastructures, l'industrie lourde, l'industrie mécanique, les carburants, l'électricité, les mines et les chemins de fer, outre l'industrie pharmaceutique, le textile, l'agriculture, le secteur pétrochimique, la production d'engrais, le phosphate et le fer, en complément du domaine du dessalement de l'eau de mer et des technologies de l'information et de la communication.

Avec des perspectives prometteuses, les deux pays cherchent à atteindre des taux de croissance significatifs au cours des cinq prochaines années, alors que l'Algérie aspire à renforcer son économie en atteignant un produit intérieur d'environ 400 milliards de dollars d'ici 2027. Pour sa part, l'Inde aspire à devenir la troisième économie mondiale d'ici 2027, alors que son économie continue d'atteindre une croissance de 7 % pour la troisième année consécutive.

TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR RAIL

La SNTF vise 100 millions de tonnes d'ici 2040

Par Mourad A.

Contrairement aux transports routiers, où des lenteurs peuvent être observées, le transport ferroviaire évite ces problématiques. Après une stagnation de dix ans concernant le volume des marchandises transportées, qui atteignait 4,5 millions de tonnes par an, le transport de marchandises par rail a connu en 2023 une reprise, avec une augmentation de 700 000 tonnes, portant le total à 5,2 millions de tonnes. L'objectif pour 2024 est d'atteindre 6 millions de tonnes, et ce, avec les mêmes moyens actuels, avec l'ambition de le porter à 100 million de tonnes par an à l'horizon 2040, a fait savoir Reda Laib, directeur général adjoint de la SNTF.Cependant, des acquisitions de nouveaux équipements sont en cours, ce qui augmentera la capacité de transport. Laib a insisté sur l'importance de cette initiative, mais il a également souligné la concurrence déloyale exercée par les transporteurs privés, en particulier les transporteurs par camion. "Ces derniers ne respectent pas toujours la réglementation et bénéficient de charges moins lourdes, ce qui diminue la compétitivité du rail", a-t-il déclaré. Malgré ces défis, des efforts constants sont déployés pour améliorer la part de marché du transport ferroviaire dans le secteur des marchandises, a-t-il ajouté lors de son intervention à la radio nationale dans l'émission « Invité de la rédaction » de « la Chaîne III ».

Lors de cette même intervention, Laib a d'abord évoqué les récents épisodes d'inondations ayant touché plusieurs régions d'Algérie, notamment le sud-ouest et l'est. Bien que toutes les lignes de l'est du pays aient été rapidement rétablies, un tronçon crucial reliant Béchar à Ain Sefra reste non opérationnel. "Des travaux de réhabilitation ont été lancés", a-t-il expliqué. En attendant, des solutions mixtes, alliant transport ferroviaire jusqu'à Mechria et transport routier jusqu'à Béchar, sont mises en place, notamment pour le transport de carburant.Il a ensuite présenté les grands projets ferroviaires en cours, soutenus par des investissements publics significatifs. Ces projets visent à faire du rail un pilier du développement économique, social et environnemental du pays. Parmi les initiatives phares, Laib a mentionné deux lignes minières majeures en construction : la ligne minière ouest, desservant la mine de Gara Djebilet (Tindouf), et celle de l'est, reliant la mine de Bled El Hadba (Tébessa). "Ces infrastructures jouent un rôle clé dans le transport des ressources minières. Avec leurs mises en exploitation, nous prévoyons un plan de charge de 100 millions de tonnes par an de marchandises à l'horizon 2040», a-t-il souligné.

Par ailleurs, la SNTF a élaboré une stratégie de développement ferroviaire à l'horizon 2040, en accord avec les directives du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) et du schéma directeur ferroviaire. "Cette stratégie vise à adapter les infrastructures ferroviaires aux besoins spécifiques des différentes régions du pays", a précisé Laib, "avec une priorité accordée à l'extension du réseau vers le sud, devenue essentielle face aux enjeux actuels." Il a cité les projets de lignes reliant Touggourt à Hassi Messaoud et El Bayadh à Béchar, prévues pour être réceptionnées avant la fin de l'année.Concernant la modernisation du réseau existant, Laib a souligné que l'infrastructure actuelle, principalement héritée de l'époque coloniale, nécessite des travaux de mise à niveau. "La rocade nord, reliant Annaba à Tlemcen, fait l'objet de plusieurs projets de réhabilitation", a-t-il indiqué. Les travaux ont déjà commencé sur plusieurs tronçons, avec des projets en cours tels que ceux reliant Annaba à Ramdane Djamel, Khemis Miliana et Thenia à Bordj Bou Arreridj.

La SNTF s'engage également dans un processus de numérisation pour améliorer l'expérience des usagers. "Le paiement en ligne et la réservation électronique pour les grandes lignes sont déjà en place", a déclaré Laib. De plus, la société travaille sur l'installation de distributeurs automatiques de billets dans les gares. "Cette modernisation vise à réduire les files d'attente et à faciliter l'accès des citoyens aux services ferroviaires", a-t-il précisé.En ce qui concerne la lenteur relative du train par rapport au transport routier, Laib a expliqué que "la sécurité prime sur la vitesse, avec des limitations de vitesse mises en place pour assurer la sûreté des passagers." Il a également évoqué les défis posés par des actes de malveillance, tels que le caillassage des trains et les passages à niveau illicites, qui ralentissent le trafic et affectent la compétitivité de la SNTF. "Des campagnes de sensibilisation sont en cours, notamment dans les mosquées et les écoles, pour éduquer les citoyens sur les dangers de ces pratiques", a-t-il ajouté.

Enfin, Laib a conclu en annonçant la relance de la ligne ferroviaire reliant Alger à Tunis, inaugurée en août 2024. "Cette ligne, populaire durant la période estivale, continue de transporter un nombre important de passagers malgré une baisse d'affluence après la rentrée", a-t-il déclaré. Il a également souligné le potentiel de cette ligne pour le transport de marchandises, indiquant qu'une réunion sous l'égide du ministre des Transports avait déjà eu lieu pour encourager les opérateurs économiques à utiliser le rail pour leurs exportations vers la Tunisie. "Un atelier est prévu pour inciter les acteurs économiques à adopter ce mode de transport", a-t-il conclu.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Plus de 5000 affaires traitées en septembre dernier à Alger

Les différents services opérationnels de la sûreté de la wilaya d'Alger, ont traité, en septembre dernier, plus de 5000 affaires d'atteinte aux personnes et aux biens, de drogues et de port d'arme blanches prohibées, ainsi que des affaires de cybercriminalité, indique samedi un communiqué de la Sûreté de la wilaya d'Alger. "Plus de 10kg de cannabis, plus d'un 1kg de cocaïne et une quantité d'héroïne ont été saisis durant la même période, outre 33634 de comprimés psychotropes de différents types et de quatre (4) bouteilles de boissons alcoolisées", précise la même source. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de "la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes", ajoute la même source. Les services de la sûreté nationale rappellent, le numéro vert 1548, le numéro de secours 17, et l'application Allo Chorta, mis à la disposition du citoyen pour tout signalement.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Cinq morts et 246 blessés en 24 heures

Cinq (05) personnes sont décédées et 246 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, indique dimanche un communiqué la Protection civile. En outre, les secours de la Protection civile de la wilaya de Laghouat ont prodigué des soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO), émanant du chauffe-bain de leur habitation, dans la commune et daïra de Gueltat Sidi Saâd. Par ailleurs, le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 32 incendies à travers plusieurs wilayas.

149E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

Boughali s'entretient à Genève avec le président du Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu, dimanche à Genève (Suisse), avec le président du Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes (Parlatino), Rolando Patricio, et ce, en marge de la 149e Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP), indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Ces discussions "ont permis d'évoquer la nouvelle qualité de membre de l'APN, en tant que membre observateur au Parlement de l'Amérique latine et des Caraïbes, outre les perspectives de coopération prometteuses entre les deux instances, au vu notamment des relations bilatérales privilégiées entre l'Algérie et les pays membres du Parlatino", précise le communiqué. A cette occasion, M. Patricio a affirmé que "la présidence algérienne actuelle de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), constituera une opportunité précieuse pour approfondir la coopération parlementaire et créer un espace arabo-latino-américain, en sus de l'apport positif de l'Algérie au sein de cette instance parlementaire, notamment en ce qui concerne l'échange d'expériences en matière d'action législative". Les deux parties ont exprimé "leur satisfaction quant à la convergence de vues concernant nombre de questions d'actualité et d'intérêt commun", conclut le communiqué.

TRAITEMENT DES DIFFÉRENTS TYPES DE CANCER

Nécessité de prendre en ligne de compte les nouvelles techniques

Les spécialistes participant aux 20èmes journées internationales de lutte contre le cancer ont insisté, samedi en clôture de cette manifestation ouverte jeudi soir à Constantine, sur la nécessité de prendre en ligne de compte les nouvelles technologies utilisées de par le monde pour le traitement des différents types de tumeurs malignes. Au cours de la 3ème et dernière journée de cette rencontre, organisée à la salle Ahmed-Bey, dans le cadre du mois "Octobre Rose ", les spécialistes présents ont présenté plusieurs communications mettant en exergue "l'augmentation du nombre de malades du cancer en Algérie" et "l'urgence d'exploiter les nouvelles technologies dans le domaine du traitement de ce type de pathologie ". La présidente de la rencontre, le Pr Assia Bensalem, également chef du service d'oncologie à l'hôpital de Didouche Mourad, à Constantine, a indiqué dans une déclaration à l'APS, en marge des débats, que les médecins traitants et les chirurgiens spécialisés dans ce domaine " devraient tirer profit des recommandations du congrès mondial du cancer tenu en juin dernier à Chicago (USA), au cours duquel ont été passées en revue les dernières techniques chirurgicales et thérapeutiques en oncologie, telles que le traitement sans mastectomie, le traitement intelligent par l'intégration de l'intelligence artificielle et la reconstruction mammaire par la pose d'organes artificiels ". Ces journées, qui ont vu la participation de plus de 500 médecins de l'intérieur et de l'extérieur du pays, ont été organisées par la Société algérienne d'oncologie médicale en coordination avec la faculté de médecine de l'université Constantine-3, l'hôpital de Didouche Mourad, la Société algérienne de formation continue en cancérologie et l'association Oncologica de Constantine pour l'aide aux cancéreux.

AGENCE ALGÉRIENNE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (AAPI)

Une mission de prospection en Autriche

Dans la continuité de la mise en œuvre du programme de promotion des investissements lancé par le ministère des Affaires étrangères et la Communauté nationale à l'étranger avec l'Union européenne, l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), représentée par Mme Ahlouche Iman, responsable des études à l'agence , a participé depuis le 9 octobre jusqu'au 31 octobre 2024, à une mission de prospection en Autriche , dans le but d'attirer les investissements européens directs (IDE) en Algérie, indique l'AAPI dans un communiqué.

En marge de cette mission exploratoire, la délégation composée des représentants de l'ambassade d'Algérie et de l'ambassade d'Autriche, ainsi que des experts du cabinet de conseil Ginger Sofreco, a assisté à l'ouverture du Forum international des machines, qui s'est tenu à Vienne, avec le but de rencontrer des représentants d'organismes et d'institutions autrichiens activant dans le domaine industriel et des services.

La délégation a participé, ajoute la même source, à des séances de travail au siège d'associations et d'institutions actives dans les industries agroalimentaires, les énergies renouvelables et l'industrie papetière.

Les rencontres ont tourné autour d'une présentation globale des évolutions et des réformes survenues dans le climat des affaires en Algérie à travers les garanties et incitations prévues dans la loi sur les investissements, outre des précisions sur le foncier économique disponible à travers la plateforme numérique pour l'investisseur, comme ainsi qu'une présentation des opportunités d'investissement en Algérie.

S R.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Octobre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	89	107	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	120	141	99	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف	
	Ail sec	405	462	348	الثوم الجاف	
	Carotte	79	89	69	الجزر	
	Navet	120	134	106	لفت	
	Poivron	117	132	102	الفلفل الاخضر	
	Piment	134	151	117	الفلفل الحار	
	Courgette	160	175	146	الكوسة	
	Haricot vert	232	255	208	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	138	110	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	399	508	289	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	510	642	377	التمر	
	Melon	97	109	86	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	93	104	82	البطيخ الاحمر	
	Poire	400	495	305	الاجاص	
	Raisin	205	251	158	العنب	
	Banane	414	431	398	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1780	1909	1650	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	426	438	414	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	406,00	425,00	+4,68	5,12	-0,86	8,20	7,06	69	29 325,00
BIOPHARM	BIO	2 280,00	2290,00	0,44	3,48	-1,23	6,87	7,86	1731	3 963 990,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 292,00	2289,00	-0,13	0,58	-0,00	12,04	5,46	9502	21 750 078,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,10	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	-1,68	-16,24	2,03	-	0	0,00

INCLUSION FINANCIÈRE ET LUTTE CONTRE L'INFORMEL

La digitalisation et la finance islamique comme solution

L'Algérie est confrontée à des défis économiques majeurs, notamment en matière d'inclusion financière et de lutte contre l'économie informelle. Dans ce cadre, la modernisation du secteur bancaire, axée sur la digitalisation des services et le développement de la finance islamique, se profile comme une solution efficace pour capter les fonds circulant en dehors du circuit formel.

Par Mourad A.

Le gouvernement algérien a pris des mesures significatives pour moderniser son système bancaire, et la digitalisation des paiements en est un élément central. L'émission de débat politique diffusée sur la Chaîne III de la radio algérienne s'est penchée sur les défis majeurs auxquels fait face l'économie algérienne, en particulier dans le secteur bancaire. Les discussions ont réuni Rachid Belaid, délégué général de l'Association des Banques et des Établissements Financiers (ABEF), Sofiane Mazari, chef de la Division de la finance islamique au Crédit Populaire d'Algérie (CPA), et Mahmoud Kouabi, analyste économique et financier, pour débattre des stratégies visant à moderniser le secteur financier, notamment à travers l'inclusion financière, la digitalisation des services bancaires, la lutte contre le marché informel et la promotion de la finance islamique.

Rachid Belaid a souligné : « La digitalisation n'est pas une option, mais une nécessité pour encourager l'inclusion financière. En intégrant des solutions de paiement mobile et en améliorant l'accès aux services bancaires numériques, nous facilitons les transactions pour des millions d'Algériens. » Cette digitalisation va au-delà de l'amélioration des services, car elle contribue à renforcer la confiance des utilisateurs envers le système financier.

Mahmoud Kouabi a ajouté : « En rendant les transactions plus fluides et en réduisant les délais de traitement, nous espérons attirer ceux qui évoluent dans l'économie informelle vers le circuit bancaire officiel. C'est un défi que nous devons relever pour garantir une croissance durable. »

En parallèle à la digitalisation, la finance islamique prend de l'ampleur dans la stratégie de modernisation financière de l'Algérie. Introduite officiellement en 2020, elle connaît une croissance rapide, avec des investissements importants dans des instruments financiers conformes aux principes islamiques. Sofiane Mazari a déclaré : « La finance islamique offre une alternative viable et éthique pour les Algériens.

En respectant leurs croyances, nous pouvons attirer des millions de citoyens qui hésitent encore à s'engager dans le système bancaire traditionnel. » Ces instruments représentent une opportunité unique pour mobiliser des fonds en vue de financer des projets publics. Kouabi a souligné : « La finance islamique pourrait jouer un rôle crucial dans la réduction du volume des milliards de dinars qui circulent dans le marché informel. C'est une menace pour notre économie, et il est temps d'agir. »

L'économie informelle en Algérie, estimée à 8 000 milliards de dinars, représente un défi majeur. Les experts s'accordent à dire que ce secteur, qui constitue environ 34 % de la masse monétaire totale, nuit à l'économie formelle en raison de la dualité des prix et de l'absence de régulation. Lors de l'émission, Belaid a commenté : « Pour remédier à cette situation, il est essentiel de mettre en place des mécanismes incitatifs pour encourager les acteurs de l'économie informelle à intégrer le système formel.

»Les mesures récentes, telles que l'ouverture de bureaux de change et l'augmentation des allocations touristiques, constituent des étapes importantes, mais leur impact reste à évaluer. Belaid a insisté sur l'importance de la sensibilisation : « Nous devons mener des campagnes pour informer la population sur les avantages de l'intégration formelle. Cela inclut la sécurité, la transparence et les opportunités d'accès au crédit. »

La combinaison de la digitalisation et du développement de la finance islamique représente une approche prometteuse pour moderniser le secteur financier algérien et lutter contre l'économie informelle. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés, des défis persistent. Une stratégie coordonnée, incluant des réformes législatives et des initiatives d'éducation financière, sera cruciale pour atteindre les objectifs fixés par les autorités. Si ces efforts se poursuivent, l'Algérie pourrait se diriger vers un avenir économique plus structuré et inclusif.

Les participants à l'émission ont convenu que le chemin est encore long, mais les solutions proposées ouvrent la voie à un avenir prometteur pour le secteur financier du pays.

COMMERCIALISATION DES POMMES DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR

Début de l'opération à Khenchela

Par R E.

Des mesures visant à faciliter la commercialisation de la pomme, dans le cadre de la formule "du producteur au consommateur" sont mises en œuvre dans la wilaya de Khenchela, a déclaré, dimanche, le président de la chambre de wilaya de l'agriculture, Yacine Kenzari. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, relatives aux sanctions à infliger aux spéculateurs des produits locaux, tels que les pommes, aujourd'hui commercialisées aux prix des fruits importés, les agriculteurs-producteurs de pommes de la wilaya de Khenchela, considérée comme pionnière dans ce domaine au niveau national, ont commencé à commercialiser leurs produits au marché de gros des fruits et légumes "Aliouat-Abdallah" d'Oued Athmania (Mila) et au marché de gros de Hatatba (Blida), avant l'ouverture d'autres points de vente à travers le territoire national "à des prix abordables pour le consommateur". Le même responsable a ajouté que les producteurs de pommes qu'il a rencontrés, ce dimanche au siège de la chambre de l'agriculture, se sont vus expliquer les différents mécanismes leur permettant de commercialiser leurs produits dans les espaces alloués par les pouvoirs publics à cet effet, avec gratuité du transport et de l'occupation des lieux de vente. M. Kenzari a ajouté que les deux entreprises publiques économiques "Sarpa" (Société algérienne de régulation des produits agricoles) et "Frigomedit" (production, entreposage, traitement, commercialisation et exportation des produits maraîchers frais) ont exprimé leur volonté d'acquérir la récolte de pommes auprès des agriculteurs de Khenchela pour "créer un stock à commercialiser à l'avenir sans marge bénéficiaire, en garantissant le transport gratuit du produit entre les vergers pomicoles et les marchés de gros". De son côté, le président de la division pommes du Conseil national interprofessionnel de l'arboriculture fruitière, Yacine Naseri a indiqué qu'à la suite des résultats de la réunion ministérielle conjointe entre le ministère de l'Agriculture, du développement rural, et celui du Commerce et de la promotion des exportations, tenue le 9 octobre pour élaborer une stratégie de commercialisation des pommes servant l'intérêt des producteurs et celui des consommateurs, des "contacts actifs ont été établis avec les producteurs de pommes qui ont été invités à visiter les différents espaces mis à leur disposition par le ministère du Commerce et de la promotion des exportations pour la commercialisation de leurs produits à des prix accessibles aux consommateurs et faire barrage aux intermédiaires et autres +courtiers+ polluant le marché". Un investisseur dans la filière pommes à Bouhmama (Khenchela), Salah-Eddine Sellaoui, a souligné, quant à lui, que l'agriculteur "n'est pas responsable des prix pratiqués dans la commercialisation des pommes", un avis partagé par M. Mohamed Berdji, agriculteur dans la commune de Chelia, qui a révélé qu'il commercialise des pommes "à des prix variant entre 100 et 130 dinars", ce qui, selon lui, "ne couvre pas les coûts de production", mais il s'est malgré tout étonné du prix pratiqué par les marchands de fruits et légumes, au centre de Khenchela, qui vendent la pomme au prix de 300 dinars le kg.

Pour cet agriculteur, "certaines personnes n'ayant rien à voir avec le secteur agricole sont responsables de l'augmentation des prix de ce fruit, vendu entre 600 et 700 dinars le kg".

LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

Les efforts de l'Algérie soulignés à Vienne

Les efforts de l'Algérie en matière de logement, de développement urbain et de coopération internationale ont été soulignés lors du Forum de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), "Bridge for Cities 2024", organisé à Vienne sous le thème "Solutions innovantes pour les villes de demain". Intervenant en tant que panéliste, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, qui a représenté l'Algérie à cet événement tenu du 9 au 11 octobre en cours, a souligné l'importance du dialogue et d'échange d'idées et de propositions de solutions adaptées aux défis urbains, en mettant en relief les stratégies des différents programmes nationaux, engagés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec un accent particulier sur des secteurs prioritaires tels que l'emploi, le logement, le transport, les services, la gestion des déchets et la consommation d'énergie. M. Djellaoui a mis en avant les efforts de l'Algérie dans le secteur du logement, avec plus de deux millions de logements construits jusqu'à 2024 et un objectif similaire au titre du programme quinquennal 2025-2029. A ce titre, il a souligné l'impact social du secteur du logement qui contribue à l'élimination de la pauvreté, la création de l'emploi et la favorisation de l'investissement dans le secteur du bâtiment, tout en précisant que la production des matériaux nécessaires se fait localement et à des prix compétitifs grâce aux coûts réduits de l'énergie et à la maind'oeuvre qualifiée, formée localement dans les centres de formation professionnelle. Ces centres accueillent des chômeurs bénéficiant d'une allocation chômage, mise en place par le gouvernement durant la formation, notamment dans le secteur du bâtiment. Par ailleurs, et au cours du segment consacré à la discussion interactive, M. Djellaoui a relevé que la génération de nouvelles opportunités d'emplois s'opère également grâce au développement économique, par la réalisation d'infrastructures portuaires et ferroviaires ainsi que par les mégaprojets, notamment le projet du phosphate qui valorise la création d'emplois, initié par le président de la République. Les stratégies environnementales, telles que la gestion des déchets et la promotion d'une économie verte, ont été mises en avant également par M. Djellaoui, tout comme les efforts pour développer les énergies renouvelables et l'hydrogène. Il a aussi mis l'accent sur la numérisation des secteurs en Algérie, la transition énergétique et le soutien à l'innovation à travers le lancement de start-up, contribuant à la réduction du chômage et au développement économique en appelant à la coopération pour un avenir urbain meilleur. En conclusion, M. Djellaoui a appelé à une coopération renforcée entre les villes des pays du Nord et du Sud, à travers des jumelages, pour partager des solutions adaptées aux réalités locales et relever les défis climatiques et socio-économiques mondiaux. Initié en 2016, le forum de l'Onudi "Bridge for Cities" vise à promouvoir la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable dans les villes.

R E.

NÂAMA

Lancement d'une caravane de sensibilisation sur la prévention des risques d'inondations

La direction de la Protection civile de la wilaya de Nâama a lancé, samedi, une caravane de sensibilisation ciblant les citoyens résidant au niveau des cités se trouvant à proximité des oueds, dans le cadre de la prévention des crues pouvant être provoquées, en hiver, a-t-on appris de cette direction. Le chef du service de prévention auprès de la direction locale de la Protection civile, le capitaine Medjahed Slimane, a souligné que cette caravane, organisée en collaboration avec les directions des ressources eau et des travaux publics, a été lancée à partir de la cité "Moulay Hachemi" de Aïn Sefra pour sillonner différentes agglomérations et villages, ainsi que les cités des communes de Aïn Sefra, Moghrar, Mecheria, Djeniene Bourezk et Sfisifa, et ce, jusqu'a fin octobre en cours. Cette campagne touchera également les élèves des établissements scolaires des différentes communes, afin de les sensibiliser aux dispositions préventives efficaces pour faire face au risques d'inondations, notamment en évitant de déverser les débris de construction et les déchets inertes dans les oueds et les déchets solides dans les égouts, entre autres, a ajouté le même responsable. L'objectif de cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre les risques d'inondations, a été initiée par la Direction générale de la Protection civile, au début de ce mois, sous le slogan "Une chaleur sûre... Un hiver sans accident". Au cours de cette campagne de sensibilisation, des brochures sont distribuées, expliquant comment agir lors de l'apparition de tels phénomènes naturels, ainsi que les moyens et équipements à mettre en oeuvre, permettant au personnel de la Protection civile d'intervenir lors d'éventuelles inondations et de fortes pluies, souligne-t-on.

TIZI-OUZOU

L'accompagnement psychologique des cancéreux est «important»

L'accompagnement psychologique des personnes atteintes de cancer, depuis le diagnostic et l'annonce de la maladie jusqu'au traitement, voire au post-traitement, est "important", ont souligné samedi à Tizi-Ouzou, des experts lors d'une journée d'information sur le cancer du sein.

Intervenant lors de cette rencontre organisée à la maison de la culture Mouloud Mammeri par l'association El Fedjr d'aide aux personnes atteintes de cancer et le Centre de lutte contre le cancer (CLCC) de Draa Ben Khedda, la psychologue Malika Nemmar a mis en exergue la nécessité et l'importance de ne pas négliger l'aspect psychologique dans la prise en charge des cancéreux pour augmenter leurs chances de réponses au traitement. Cette psychologue, membre de l'association El Fedjr, a particulièrement insisté sur la manière d'annoncer à une personne qu'elle est atteinte d'une pathologie cancéreuse. Selon elle, il est important que l'annonce se fasse par une équipe pluridisciplinaire impliquant notamment des psychologues, pour mieux réduire l'impact d'une telle annonce sur le patient. Citant les différentes phases que traverse un patient depuis l'annonce du diagnostic jusqu'au traitement, à savoir le déni, la colère (contre soi et contre les autres), la culpabilisation, la dépression et la reconstruction de soi, Mme Nemmar a aussi insisté sur l'importance de l'accompagnement du malade par une personne (membre de la famille, voisin, ami) qui soit assez forte pour l'aider à traverser ces étapes, notamment celle de la dépression, afin que le patient puisse entamer sa phase d'acceptation de la maladie et de reconstruction. C'est dans cette optique d'accompagnement et de prise en charge psychologique d'ailleurs, qu'elle anime des groupes de paroles au sein de l'association El Fedjr pour permettre aux femmes atteintes du cancer du sein, notamment, de s'exprimer et de rencontrer d'autres patientes comme elles avec qui elles peuvent échanger leurs craintes et expériences et surtout espérer et tracer un nouveau départ après le traitement. Revenant sur les campagnes de dépistage organisées à l'occasion d'Octobre rose et suscitant à Tizi-Ouzou une large participation des centres d'imagerie médicale privés, Dr. Nadia Zeggane, radiologue dans un centre privé, a conseillé aux femmes de refaire l'examen de dépistage du cancer du sein, même s'il est négatif, 6 mois plus tard. "Un examen de mammographie doit être vu par trois radiologues qui vont prendre leur temps de l'étudier avant de poser le diagnostic, or lors des dépistages de masse, on effectue 45 mammographies/jour et avec ce nombre, il est impossible de lire les résultats avec application, ne disposant pas assez de temps pour le faire", a-t-elle noté.

MÉDÉA

Près de six milliards de DA pour l'amélioration urbaine

Près de six milliards de DA ont été réservés à Médéa pour la réalisation de projets d'amélioration urbaine, d'aménagement de nouveaux sites d'habitation et de parcelles sociales, au titre des exercice 2023 et 2024, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction de l'urbanisme, l'architecture et de la construction (Duac).

119 sites ventilés à travers les communes de Médéa sont concernés par ces projets, dont une partie a été achevée et l'autre en cours d'exécution, a fait savoir le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Rachid Seghir.

Selon ce responsable, une enveloppe d'un montant de neuf cent millions de DA a été consacrée, en 2023 et 2024, aux travaux d'amélioration urbaine déjà réalisés ou en phase de réalisation au niveau de 27 sites localisés dans différentes agglomérations urbaines de la wilaya.

Une autre dotation financière de l'ordre de 2,5 milliards de DA a été consacrée à la réalisation de travaux d'aménagement de sites abritant des logements publics de types publics locatifs, location-vente, promotionnels aidés et sociaux participatifs répartis sur 45 sites, a-t-il ajouté.

Un montant identique a été débloqué pour l'aménagement de 47 lots sociaux, englobant pas moins de 2692 parcelles sociales localisées dans douze communes du sud et sud-est de la wilaya, dont les travaux avancent à un rythme soutenu, a conclu le même responsable.

TISSEMSILT

Le secteur de la santé renforcé par quatre ambulances

Le secteur de la santé de la wilaya de Tissemsilt a été renforcé par quatre nouvelles ambulances, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur de la Santé et la Population, Bahaeddine Fatmi. La réception de ces ambulances a été effectuée en deux lots, dans le cadre du programme complémentaire de développement du secteur de la santé consacré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt. Il a souligné que 10 ambulances ont été réceptionnées, dans un premier lot, annonçant que d'autres opérations d'acquisition de 16 autres ambulances suivront, sachant que le secteur a bénéficié de 30 ambulances au titre du même programme. Le même responsable a affirmé que les ambulances réceptionnées devront renforcer le parc du transport du secteur de la santé, notamment les communes éloignées, ce qui facilitera les opérations de transport des malades de et vers les hôpitaux de la wilaya. Il a ajouté que les blocs opératoires des établissements publics hospitaliers de la wilaya de Tissemsilt, Bordj Bounâama et Theniet EL Had ont été renforcés, dernièrement, par des appareils de réanimation et anesthésie dans le cadre du budget de la wilaya.

MASCARA

Approvisionnement du marché avec 160 tonnes de viandes blanches locales congelées

L'approvisionnement du marché dans la wilaya de Mascara avec une quantité de 160 tonnes de viandes blanches (poulet) locales congelées, a été lancé, dernièrement, au prix de 295 DA le kilo, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction du commerce et de la promotion des exportations. Cette quantité de viande blanche locale congelée a été acquise par le groupe public des abattoirs de l'Ouest, sachant qu'il a été procédé, dans ce cadre, à l'ouverture de six points de vente de ces viandes au niveau des communes de Zahana (2 points) Oggaz, Sig, Mohammadia et Mascara, alimentés par une quantité globale de 160 tonnes vendus au prix fixe de 295 DA le kilo, a-t-on indiqué. Afin d'élargir l'opération de vente de cette viande blanche congelée locale dans les différentes communes de la wilaya, la direction précitée a lancé des campagnes de sensibilisation au niveau des boucheries, au cours desquelles ces commerçants ont été incités à prendre contact avec le groupe public des abattoirs de l'Ouest pour la commercialisation de cette viande, sachant que chaque boucher recevra une quantité de 200 kilos de ce produit . Pour sa part, le chef du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Mustapha Bousbaie, a salué, dans une déclaration à l'APS, l'initiative du groupe public avicole de l'ouest et l'ouverture de six points de vente de viandes blanches locales congelées dans la wilaya de Mascara, permettant ainsi de garantir l'abondance de ces viandes à des prix à la portée des petites bourses. Pour rappel, plus de 146 tonnes de viandes blanches importées ont été commercialisées, du 8 août au 10 septembre derniers, au prix de 295 DA le kilo, sachant que 13 points de vente de ces viandes ont été ouverts à travers neuf communes par l'entreprise publique économique avicole "Remchavi "et le groupe public avicole de l'Ouest.

L'Amérique qui régule, l'Europe qui ose !

On a beau reprocher au secteur bancaire d'être trop fragmenté tant aux USA qu'en Europe, le régulateur américain qui gère les faillites bancaires et les banques qui approchent du gouffre vient de refroidir les amateurs avec une nouvelle doctrine en la matière.

La FDIC, l'agence fédérale américaine qui est amenée à gérer les banques en grande difficulté et qui garantit les dépôts bancaires aux Etats-Unis, ne voit pas les acquisitions entre banques d'un bon œil. Outre-Atlantique, ce nouveau cap est vu comme une volonté de rendre les fusions bancaires aux Etats-Unis plus hasardeuses et plus longues. Pourtant, le secteur bancaire américain compte encore plus de 4.000 banques qui n'ont pas toutes la taille qu'il faut pour avoir les reins solides.
On savait qu'en Europe, la consolidation bancaire est toujours une chimère, entre frontières des Etats membres et volonté de préserver la concurrence même si Christine Lagarde désire créer des banques capables de rivaliser avec les Américains et les Chinois (pour faire face aux projets d'infrastructure et au financement de la transition énergétique). Dans le top 10 mondial bancaire, on en trouve quatre établissements chinois (aux quatre premiers rangs), deux américains, deux français, un anglais et un japonais. En Europe, le secteur bancaire reste fragmenté : l'Allemagne a sur son territoire pas moins de 500 établissements et la saga d'Unicredit qui tente d'acquérir Commerzbank montre que rien ne change dans les esprits nationaux. Mais voilà l'Amérique qui décide aussi de réguler.

La FDIC, vent debout

Les rapprochements à visée monopolistique sont la première cible de la FDIC : prévenir toute position dominante géographique, sur des segments de clientèle ou des produits, dépôts, crédits, services de paiement... Les banques candidates à un rapprochement devront céder le cas échéant une partie de leur réseau, des lignes de produits quitte à aller jusqu'à des fermetures, mais une autre banque qui voudra racheter une partie de ces activités ne pourra pas en être empêchée. Les clauses de non-concurrence imposées aux employés qui s'en vont avec ce qui est cédé sont interdites.
Mais la FDIC ne compte plus se limiter à ces classiques du droit de la concurrence. Le management sera-t-il à la hauteur de mener le rapprochement à bonne fin ? Il y a aussi un critère très flou sur la capacité de la fusion à « satisfaire l'intérêt général ». Y aura-t-il vu des clients, plus de produits bancaires, plus facilement accessibles et éventuellement moins chers ? Et gare aux réductions d'effectifs prévues. Bref, tout ce que n'aime pas la FDIC, c'est qu'apprécient les marchés dans une fusion-acquisition : réduction d'effectifs et augmentation de la rentabilité.
Les banques rurales et ultra-locales - une particularité américaine - comme par exemple la Kentland Federal, avec deux employés, pas de site internet et encore moins un distributeur de billets - seront passées à la loupe. Ce sont elles qui ont tout à gagner à se rapprocher pour avoir les reins plus solides. Pourquoi la FDCI s'en méfie ? Car dans ces petites communautés rurales, presque toute fusion mènera à une position dominante.

Plus solide ensemble

La FDIC veut que deux banques qui se rapprochent deviennent plus solides ensemble que séparées. Ce n'est pas évident : car un projet d'acquisition, c'est une dépense qui pèse sur le capital de l'acquéreur, et c'est une intégration lourde qui met sous tension les équipes de la banque. De plus, il y a toujours dans une fusion, une banque forte et une banque qui l'est moins. La FDIC a modéré son critère : l'entité finale peut être moins solide...temporairement.
L'entité résultante ne peut pas non plus présenter un problème pour la stabilité du système bancaire ou financier américain. L'interconnexion de la nouvelle entité avec le système bancaire et financier est-elle d'une complexité telle qu'elle tient entre ses mains le système tout entier, par exemple par son coté protéiforme ? Trop d'activité à l'étranger, ce n'est pas bon non plus : on l'a vu avec le Crédit Suisse - les blocages des autres régulateurs et des cadres réglementaires nationaux ont rendu la bonne exécution des mesures pour éviter son effondrement peu aisée. Il ne faut pas une grande taille forcément pour amener de la complexité ! Qu'on se le dise.
La FDIC examinera aussi les capacités combinées à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Si une des banques qui se rapprochent à un trou dans sa raquette, il subsistera, de fait.
Et un rapprochement à 50 milliards d'actifs fera l'objet d'auditions publiques, une aubaine pour la concurrence.
Les USA, le contient du big business, étonnent ici, mais c'est peut-être un régulateur qui fait cavalier seul, On verra la position du department of Justice (DOJ) en la matière.

Par François-Valery Lecomte, CEO, Belfius Asset Management et Charles Cuvelliez, Belfius Banque et Université de Bruxelles

Source : La Tribune.fr

LES SURVIVANTS AU NUMÉRIQUE

Pourquoi les stratégies marketing hors-ligne continuent de prospérer?

Distribution de flyers, street marketing, événementiel… Utilisées à bon escient, ces campagnes hors-ligne se révèlent efficaces et particulièrement engageantes pour le public.
Aujourd'hui, le marketing ne peut s'envisager sans les canaux numériques. Publicités sur les réseaux sociaux ou sur les plateformes de streaming, référencement (SEO), marketing de contenu… Les techniques pour promouvoir des produits et des services se sont adaptées à l'évolution des usages. En 2022, 87% des Français détenaient un smartphone, soit trois points de plus qu'en 2020, selon les résultats du Baromètre du numérique. La même année, ils étaient 56% à avoir la fibre à leur domicile.
Les technologies numériques, pleinement et durablement entrées dans les mœurs, ont généré une myriade de nouvelles possibilités pour les entreprises. Pour leurs stratégies marketing celles-ci ont massivement investi ces canaux de communication qui présentent un double avantage: ils permettent d'atteindre des consommateurs sans limite géographique et de les cibler en fonction de leurs profils grâce à l'exploitation de leurs données.

La saturation numérique

Le marketing ne peut cependant être abordé de manière 100% dématérialisée. Les opérations d'événementiel et de street marketing comme la distribution de flyers sont loin d'être tombées en désuétude. Elles sont même, dans certains cas, plus efficaces que certaines stratégies en ligne ou peuvent venir les renforcer!
En tant que consommateurs et utilisateurs de moteurs de recherche, de plateformes de streaming ou encore de réseaux sociaux, nous sommes constamment sollicités par des contenus publicitaires. Entre 2019 et 2022, le volume des publicités numériques a augmenté de 42%, selon l'Observatoire de l'e-pub.
Cette surabondance de promotions en ligne peut créer une saturation dans l'esprit de ceux et celles qui les reçoivent. Les contenus défilent sous leurs yeux sans que les consommateurs en soient pleinement conscients ou qu'ils soient proactifs.

Un contact humain

À l'inverse, une opération de street marketing, qu'il s'agisse d'une dégustation, d'une distribution d'échantillons gratuits ou de flyers, aura des effets beaucoup plus marquants pour le public concerné. C'est d'abord par un contact humain, un sourire, voire quelques mots échangés, que le consommateur ou la consommatrice sera approché(e). Ensuite, le flyer ou l'échantillon lui sera donné en main propre. Et cela fait une grande différence par rapport à une publicité en ligne qui pourra se fondre dans la masse.

Plus de proximité avec les stratégies hors-ligne

Le caractère tangible de cet élément marketing a un effet particulier sur la psychologie des consommateurs et consommatrices. Il se crée un lien de proximité entre l'entreprise qui propose le produit ou le service promu et le consommateur ou la consommatrice qui reçoit le flyer ou l'échantillon.
Ce type d'opération marketing physique touche davantage la corde émotionnelle et mémorielle du public ciblé. Grâce au contact humain et à l'ambiance créée lors d'un évènement, par le code couleur notamment.

Le flyer, un outil fiable pour une stratégie locale

Un flyer, conservé dans un sac, posé sur la table du salon ou accroché sur le frigo, fait l'effet d'un pense-bête. C'est tout l'avantage de la permanence d'un objet tangible sur un contenu éphémère et dématérialisé. Ce petit bout de papier, en apparence très simple, installe une impression de fiabilité chez les personnes qui le reçoivent. Le flyer ou la carte de visite constitue une manière de se démarquer de l'offre surabondante en ligne dans laquelle se fondent parfois des escroqueries. Ce n'est pas pour rien que de nombreuses PME, comme des agents immobiliers, des photographes, les coachs sportifs, des artisans ou certains commerces de proximité, privilégient ce moyen de promotion pour leur activité. Une campagne de distribution de flyers permet d'atteindre une cible très localisée. Cela en fait un outil efficace dans une stratégie marketing locale, comme pour l'ouverture d'un restaurant par exemple. Elle présente aussi l'avantage d'être peu coûteuse et relativement simple à mettre en place.

Un outil de renforcement des campagnes numériques

Stratégies numériques et hors-ligne ne doivent surtout pas être opposées. Bien au contraire! Imaginées au sein d'un même plan marketing, elles se révèlent tout à fait complémentaires. Ainsi des opérations hors-ligne peuvent venir renforcer le ciblage en ligne par une approche locale d'une clientèle potentielle. Les émotions et les expériences du public, dans le cas d'un évènement ou de tests de produits, pourront être relayées, à travers des vidéos, sur les réseaux sociaux, et ainsi toucher, par procuration, un public plus large.

Des campagnes hybrides à inventer

Certains plans marketing intègrent des campagnes hybrides mêlant canaux numériques et distribution physique. C'est le cas des QR codes qui peuvent être imprimés sur des flyers. Grâce à leur smartphone, les personnes destinataires des flyers scannent le QR code et viennent ainsi rejoindre la page d'un réseau social, une application ou encore un site de e-commerce. A l'ère du tout numérique ou presque, les stratégies hors-ligne ne sont pas à délaisser tant leur impact reste riche et engageant pour le public. Aux entreprises et aux responsables marketing d'innover et de trouver les meilleures combinaisons pour articuler leurs campagnes digitales et physiques afin qu'elles se complètent et s'alimentent mutuellement.

Source : Slate.fr

TUNISIE-MAURITANIE

Vers la tenue d'une session de la Haute Commission mixte

Mohamed Ali Nafti, Ministre des Affaires Étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Étranger, a eu une rencontre avec Mohamed Salem Ould Merzoug, Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Mauritaniens à l'étranger de la République Islamique de Mauritanie.
Les deux ministres ont également exprimé leur satisfaction quant à la convergence de vues sur les questions d'intérêt commun, notamment en ce qui concerne l'agression contre Gaza et le Liban. Ils ont, par ailleurs, appelé à renforcer davantage la coopération bilatérale par la concrétisation des échéances bilatérales et la tenue de la prochaine session de la Haute Commission Mixte Tuniso-Mauritanienne, tout en enrichissant les axes de coopération dans les domaines du tourisme, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la formation professionnelle et de la pêche.

ÉGYPTE

Les achats de blé en hausse de 30 % entre janvier et septembre

Sur les 9 premiers mois de cette année, l'Égypte a importé 10,8 millions de tonnes de blé, soit 30 % de plus qu'un an plus tôt à la même période. Ce volume a été principalement fourni par la Russie (8 millions de tonnes) et l'Ukraine (1,5 million de tonnes).
Selon les observateurs, le pays pourrait dépasser d'ici la fin d'année la barre des 11,5 millions de tonnes avec le regain des annonces d'achat par la GASC, l'acheteur public.
Pour rappel, l'Egypte consomme annuellement 20 millions de tonnes de blé.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES ACTIONS SAOUDIENNES

1,02 milliard de dollars en septembre

Les investisseurs étrangers ont effectué des achats nets d'environ 3,84 milliards de SR (1,02 milliard de dollars) d'actions sur la bourse saoudienne en septembre, ce qui représente une augmentation de 947 % par rapport à l'année précédente, selon les données officielles.

Le dernier rapport mensuel de Tadawul a révélé que les achats étrangers nets en septembre 2023 s'élevaient à 366 millions de SR.
Attirer les investissements étrangers est un objectif clé de Vision 2030, l'Arabie saoudite cherchant à se positionner comme un centre d'affaires mondial. Un récent rapport de Statista a mis en évidence la croissance du marché saoudien, soulignant que la bourse du Royaume, avec une capitalisation boursière de 2,93 billions de dollars, se classe au troisième rang dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique.
Selon Tadawul, les achats étrangers nets pour les neuf premiers mois de cette année ont totalisé 16,4 milliards de SR, soit une augmentation de 36 % par rapport à l'année précédente. Les investisseurs étrangers qualifiés ont mené ces achats internationaux, contribuant à hauteur de 3,78 milliards de SR en septembre, tandis que les non-résidents ont ajouté 76,62 millions de SR à leurs avoirs.
La valeur totale des actions saoudiennes détenues par des étrangers a atteint 414,9 milliards de SR en septembre, soit une augmentation de 13,39 % en glissement annuel. En

comparaison, les particuliers saoudiens détenaient des actions d'une valeur de 946,32 milliards de SR sur le marché principal, soit une augmentation de 18,71 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les investisseurs institutionnels ont déclaré détenir des stocks de 8,66 billions de SR à la fin du mois de septembre, ce qui représente une baisse de 15,01 % en glissement annuel.
Les investisseurs du Conseil de coopération du Golfe détenaient des actions d'une valeur de 77,72 milliards de SR sur le marché principal du Royaume à la fin du mois de septembre, soit une augmentation de 36,85 % par rapport à l'année précédente.

Aperçu du marché parallèle

Le rapport souligne également que la propriété étrangère sur le marché parallèle saoudien, Nomu, a atteint 914,07 millions de SR à la fin du mois de septembre, soit une augmentation de 67,54 % par rapport à l'année précédente.
Sur ce marché, les investisseurs saoudiens individuels et institutionnels détenaient des actions d'une valeur de 54,33 milliards de SR en septembre, reflétant une augmentation de 16,73 % par rapport à l'année précédente.
Les actions détenues par les investisseurs du CCG sur le marché parallèle ont augmenté de 26,85 % en glissement annuel, totalisant 247,44 millions de SR à la fin du mois de septembre.

LIBYE

Mellitah Oil and Gas avance vers l'augmentation de sa production gazière

Mellitah Oil & Gas est l'une des plus importantes compagnies pétrolières actives en Libye où elle assure la production quotidienne d'environ 600 000 barils équivalents pétrole d'hydrocarbures.
Mellitah Oil & Gas, la joint-venture qui regroupe la société publique du pétrole de Libye (NOC) et la major pétrolière italienne Eni, a réalisé une avancée vers l'augmentation substantielle de sa production de gaz naturel dans le pays. Selon des informations relayées mercredi 25 septembre, l'entreprise qui veut porter la production du combustible à 750 millions de pieds cubes de gaz par jour d'ici 2026, a préqualifié le fournisseur de services pétrogaziers Saipem. Avec ce développement, il n'est pas exclu que la multinationale, compatriote d'Eni, se voit finalement attribuer le marché. Pour rappel, Mellitah compte réaliser cette ambition grâce au développement des champs gaziers des structures A et E, situés en mer dans le périmètre D, pour lesquelles Eni et la NOC ont convenu en janvier 2023, d'un investissement de 8 milliards de dollars.
Ces fonds devraient notamment servir à la mise en place de deux plateformes principales reliées aux installations de traitement existantes du complexe de Mellitah, en plus d'une unité de captage et de stockage du carbone (CSC) visant à minimiser l'empreinte carbone du projet.
Au-delà des avancées, la concrétisation de ce plan suivant le calendrier prévisionnel pourrait se heurter à des défis récurrents notamment l'instabilité politique qui depuis quelques semaines a entraîné une baisse de la production pétrogazière libyenne en dessous de 500 000 b/j.

TUNISIE

La production d'huile d'olive attendue à son plus haut niveau en 5 ans

En Tunisie, la filière oléicole est le principal contributeur aux recettes d'exportation agricole. Alors que la production d'huile d'olive évolue en dents de scie depuis le record historique établi en 2019/2020, l'industrie locale pourrait à nouveau franchir la barre des 300 000 tonnes en 2024/2025.
En Tunisie, la production d'huile d'olive devrait atteindre 340 000 tonnes en 2024/2025, affichant une progression de 70 % par rapport au stock de 200 000 tonnes prévu au cours de la campagne actuelle.
C'est ce qu'a révélé Moez Ben Amor, directeur commercial de l'Office national de l'huile (ONH), le jeudi 10 octobre. Il s'agirait en outre de la plus grande réalisation de la filière depuis le volume record de 350 000 tonnes produit en 2019/2020.
D'après M. Ben Amor, cette prévision se fonde sur la perspective d'une amélioration de la récolte d'olive de 55 % pour s'établir à 1,7 million de tonnes notamment en raison d'une bonne pluviométrie.
Alors que dans le pays d'Afrique du Nord la consommation annuelle d'huile d'olive est évaluée à 30 000 tonnes, selon les données officielles, une telle amélioration de la production devrait permettre de placer environ 310 000 tonnes d'huile sur le marché international en 2024/2025 et permettre à la filière d'augmenter ses recettes.
En ce qui concerne la campagne de commercialisation de 2023/2024, les derniers chiffres de l'ONH indiquent que la Tunisie a déjà expédié plus de 190 000 tonnes d'huile d'olive entre le 1er novembre 2023 et le 30 septembre 2024.
Par ailleurs, les recettes d'exportations ont grimpé de 58 % d'une année sur l'autre pour atteindre 5 milliards de dinars (1,6 milliard $).
Rappelons que dans le pays du Jasmin, la campagne de commercialisation de l'huile d'olive débute généralement en novembre de chaque année.

LE DILEMME DES ETATS AFRICAINS

Contraindre les opérateurs télécoms à investir ou investir eux-mêmes

Le rapport examine le choix entre investissement public et investissement privé pour développer les infrastructures télécoms de qualité en Afrique. Face à la réticence des opérateurs privés à investir dans les zones moins rentables, certains États tentent de prendre le relais, malgré leurs limites financières et technologiques. Le rapport plaide pour des partenariats public-privé afin de combiner ressources et expertise pour un développement plus inclusif et durable.

L'investissement public direct dans les infrastructures télécoms africaines constitue un puissant catalyseur du développement économique et de l'inclusion numérique dans un contexte marqué par une certaine torpeur des opérateurs privés, mais pose de nombreux défis liés essentiellement aux ressources financières limitées des Etats, aux évolutions technologiques rapides et au manque d'expertise technique des acteurs étatiques, souligne un rapport publié le 10 octobre par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels.

Intitulé « Qui doit investir dans les infrastructures télécoms : le public ou le privé ? », le rapport rappelle que les régulateurs télécoms africains n'ont pas cessé au cours des trente dernières années de sermonner les opérateurs sur le non-respect des normes de qualité de service. Leurs multiples rappels à l'ordre, menaces et sanctions financières n'ont pas cependant abouti à des résultats probants. Bien que les entreprises de téléphonie paient les amendes infligées, elles ont toutefois souvent exprimé leurs préoccupations sur le caractère préjudiciable de ces dépenses imprévues, qui perturbent les programmes d'investissement.

Mais ces entreprises préfèrent, en réalité, investir avant tout là où leur rentabilité est garantie.

Ce constat a poussé certains Etats à prendre le taureau par les cornes pour bâtir eux-mêmes des infrastructures télécoms nationales et inviter les opérateurs à y souscrire. C'est notamment le cas du Ghana qui a décidé, en août 2023, de construire une infrastructure réseau nationale neutre partagée compatible 4G et 5G, à laquelle les opérateurs télécoms pourront se connecter.

C'est notamment le cas du Ghana qui a décidé, en août 2023, de construire une infrastructure réseau nationale neutre partagée compatible 4G et 5G, à laquelle les opérateurs télécoms pourront se connecter.

Le projet, qui vise à pallier l'insuffisance des investissements des opérateurs télécoms longtemps décriée par l'Etat, prévoit le déploiement de 3200 sites télécoms 4G et de 1200 sites télécoms 5G à travers le pays au cours des trois prochaines années pour améliorer la couverture réseau et la qualité des services.

A travers son infrastructure neutre partagée qui intégrera d'autres technologies comme la fibre optique, le pays d'Afrique de l'Ouest espère offrir un service télécoms de haute qualité à 37 millions de consommateurs d'ici 2028 et porter le taux de pénétration de la 4G de 15% actuellement à au moins 80%.

Le rapport élaboré par notre confrère Muriel Edjo précise que les enjeux de l'implication des Etats dans le déploiement des infrastructures télécoms sont multiples. En investissant dans les infrastructures mobiles, les gouvernements peuvent étendre la couverture réseau sur une plus grande surface du territoire.

Des dividendes multisectoriels

Cela permet l'inclusion des populations et l'accès à des services à forte valeur ajoutée. C'est aussi un atout pour le développement humain, social et économique.

De prime abord, une augmentation de cet investissement public est bénéfique pour l'Etat. Au-delà des revenus tirés de la mise à disposition des infrastructures aux opérateurs télécoms, ces investissements soutiendront l'accélération de l'économie numérique.

Les différents secteurs d'activité pourraient également tirer profit de l'infrastructure télécoms portée par l'Etat. Les technologies numériques peuvent par exemple augmenter les rendements agricoles de 10,5% à 20% et les bénéfices des exploitants de 23% en Afrique subsaharienne, selon les estimations de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Dans le commerce, il est estimé une potentielle augmentation de sa valeur à 15% du PIB et de la valeur des exportations des TIC à 7% du PIB.

TAXE CARBONE EUROPÉENNE

L'Afrique risque 25 milliards $ de pertes annuelles

En décembre, la Banque africaine de développement (BAD) a appelé à exclure l'Afrique de l'application du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF) pour ses risques sur la monétisation d'exportations à valeur ajoutée comme les hydrocarbures.

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) a exprimé sa vive opposition au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) proposé par l'Union européenne (UE) et appelle à la mise en œuvre d'un moratoire au profit des pays africains.

S'exprimant sur la question dans le cadre de l'édition 2024 de l'African Oil Week (AOW) qui se clôture jeudi 10 octobre, Dr Omar Farouk Ibrahim (photo), le secrétaire général de l'APPO a mis en garde contre les risques économiques de cette initiative pour la croissance de l'Afrique. Cette dernière est liée à la monétisation des ressources, énergétiques notamment, du continent. Or, le dispositif MACF voulu par l'UE, sous le prétexte de la transition énergétique, aura pour effet de limiter les possibilités d'exportations de ces ressources.

« L'Afrique ne peut pas se développer sans combustibles fossiles. L'Afrique mérite mieux », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d'une politique équilibrée et juste qui tienne compte des défis uniques auxquels font face les économies africaines.

Lorsque cette disposition, adoptée il y a un an, deviendra effective à l'horizon 2026, elle impliquera pour l'Afrique un manque à gagner annuel d'environ 25 milliards de dollars selon des estimations de la Fondation africaine pour le climat (ACF) et de l'Institut Firoz Lalji.

Pour faire face à la taxe carbone de l'UE, au-delà du moratoire souhaité par le secrétaire général de l'APPO, certains analystes pensent que l'Afrique peut envisager de miser davantage sur des systèmes de tarification du carbone pour aligner son industrie sur les normes internationales.

Ils suggèrent également, même si ce point de vue n'est pas partagé, que le renforcement des investissements dans les énergies renouvelables peut réduire la dépendance aux combustibles fossiles et diminuer l'empreinte carbone des exportations africaines.

FINANCE

La banque UBA ouvre son capital à de nouveaux investisseurs

Selon des sources internes, le groupe bancaire UBA a récemment lancé une opération de recapitalisation en conformité avec les nouvelles exigences de la Banque centrale du Nigeria (CBN).

La United Bank for Africa (UBA) est en passe de renforcer son capital social, apprend-on de son rapport financier pour le 1er semestre 2024. Dans ce cadre, une opération de recapitalisation serait déjà en cours, selon certaines sources au sein de la banque panafricaine. Pour l'instant, les chiffres et autres détails du déroulement de ladite recapitalisation ne sont pas connus. Ils devraient être rendus publics dans les prochains jours.

D'après UBA group, l'opération a pour but d'accompagner ses ambitions à moyen et long terme tout en s'alignant sur les récentes exigences réglementaires du Nigeria et d'autres pays dans lesquels elle opère.

En effet, selon les nouvelles règles de la Central Bank of Nigeria annoncées le 28 mars 2024, les banques commerciales autorisées à exercer à l'échelle internationale doivent porter leur capital minimum à 500 milliards de nairas (environ 310 millions USD) contre 200 milliards de nairas (environ 123,5 millions USD) pour celles autorisées au niveau national et 50 milliards de nairas (environ 31 millions USD) pour les banques commerciales exerçant dans une seule région du pays. Au total, plus de 20 banques nigérianes devront donc lever des capitaux supplémentaires durant les 2 prochaines années pour atteindre le nouveau seuil fixé par la Banque centrale.

En plus de cette recapitalisation, UBA compte élargir de 45% la base de son capital d'ici fin 2024 pour renforcer sa position à l'échelle mondiale. « Une base de capital solide attire également les investissements étrangers, car les investisseurs mondiaux recherchent des opportunités de stabilité et de croissance » a affirmé Oliver Alawuba, le Directeur général du groupe, lors de la conférence des investisseurs de la banque organisée il y a quelques jours.

SÉNÉGAL

Le canadien Dynacor veut investir dans l'exploitation artisanale d'or

Au Sénégal, l'exploitation artisanale de l'or emploie des dizaines de milliers de personnes et permet la production annuelle de 7 tonnes d'or. Le potentiel du secteur peut être maximisé avec des méthodes de traitement industriel.

La société canadienne Dynacor a annoncé le vendredi 11 octobre la construction d'une usine pilote au Sénégal. Dédiée au traitement de minerai d'or acheté aux mineurs artisanaux, l'installation permettra à Dynacor d'évaluer le potentiel du pays pour des opérations plus importantes.

Installée dans la région de Kédougou, qui concentre la quasi-totalité des sites aurifères d'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM), l'usine devrait entrer en service au cours du premier semestre 2025.

D'une capacité de 50 tonnes par jour, elle devrait être établie sur une concession minière de 50 hectares acquise auprès d'une société locale et dotée d'une autorisation gouvernementale pour l'exploitation de l'or.

Spécialisée dans le traitement de minerai d'or provenant de l'exploitation artisanale, Dynacor pourrait jouer à terme un rôle clé dans la formalisation de l'ASM au Sénégal. Alors que le secteur fournit actuellement plus d'un tiers de la production sénégalaise d'or (7 tonnes sur 18 tonnes en 2023), il reste caractérisé par des méthodes d'extraction et de traitement polluantes. En août dernier, le gouvernement a ainsi invoqué la nécessité de protéger la rivière Falémé pour suspendre l'exploitation minière le long du cours d'eau jusqu'en juin 2027.

Dynacor a déjà reçu des manifestations d'intérêt de petites entreprises locales désireuses d'approvisionner en minerai une usine de traitement basée dans la région. Le succès de la phase pilote pourrait donc permettre la mise en place d'installations plus importantes au Sénégal, visant à produire de l'or.

Une étude d'impact environnemental lancée cette année devrait s'achever en décembre, a indiqué la société, qui réalise aussi des études métallurgiques et d'ingénierie.

Pour rappel, des compagnies étrangères sont déjà présentes dans l'exploitation minière industrielle au Sénégal, assurant la majorité de la production d'or. Il s'agit de l'australien Resolute à la mine d'or Mako et d'Endeavour Mining au complexe Sabodala-Massawa.

WALL STREET

1ers trimestriels envoie S&P et DJ au zénith

Quel final ! Quel feu d'artifices : la séance, la semaine, et la séquence haussière amorcée fin octobre 2023 s'achève au plus haut, sur un florilège de records absolus, avec en prime de nouveaux doublés 'intraday/clôture' tout à fait impressionnants. Des performances historiques une nouvelle fois décorrélées de l'évolution des taux et du contexte géopolitique.

Un élément positif -qui n'existait pas la veille- pourra être invoqué : les bons résultats des banques qui ont ouvert le bal des trimestriels et qui ont apporté l'impulsion positive que les investisseurs espéraient. Wells Fargo engrange +5,6%, JP-Morgan +4,5%, Blackrock +3,6% (l'encours sous gestion atteignant le montant record de 11.500Mds$)... et parmi celles qui n'ont pas publié, Bank of America grimpe de +5%, Zions de +3,5%.
De quoi doper le S&P500 (+0,6%) à 5.815Pts (assorti d'un record à 5.822, le 45ème de l'année) et le Dow Jones qui s'envole de +1% à 42.864Pts (après avoir culminé à 42.899,8, ce qui signifie que les 43.000 ont été cotés, 17 séances seulement après avoir franchi les 42.000, seuil franchi 2 mois après les 41.000).
Le Nasdaq ne grappille que 0,3%, fortement ralenti par les -8,8% de Tesla (sous 220$), au lendemain de la présentation de 'Robotaxi' et de son androïd 'Optimus'.
Broadcom a également lâché -2,3%, ce qui a été contrebalancé par les +2,3% d'AMD (processeurs concurrents de Nvidia... qui finit inchangé.
Michael Brown, senior research strategist chez Pepperstone, reste prudent : 'le début de la saison des résultats du troisième trimestre ce vendredi présente un risque'.
'Les consensus en matière de BPA ayant été abaissés d'environ 4% au cours du dernier trimestre, les entreprises ont de la marge pour surprendre positivement', pointe le stratège, qui attend donc un cinquième trimestre consécutif de croissance globale des profits.
Au chapitre macroéconomique, la confiance des consommateurs américains se dégrade légèrement, à en croire l'indice calculé par l'Université du Michigan (UMich) qui s'établit à 68,9 en estimation préliminaire pour le mois en cours, à comparer à 70,1 au titre de septembre.
Cette baisse -là où les économistes attendaient plutôt une légère hausse- reflète des reculs à la fois pour la composante de l'évaluation de la conjoncture actuelle (-0,6 point à 62,7) et celle des attentes (-1,5 point à 72,9).l
Le Département du Travail fait savoir que les prix à la production aux Etats-Unis ont stagné en septembre par rapport au mois précédent, et ont augmenté de 0,1% en donnée 'core' (en excluant l'alimentation, l'énergie et les services commerciaux).
Mais exprimée en variation annuelle, si la hausse des prix producteurs américains 'brute' reste comme prévu stable à 1,8% au mois d'août, elle réaccélère de +2,8% à 3,2% hors alimentation, énergie et services commerciaux, ce qui a propulsé les taux US vers de nouveaux sommets depuis fin juillet avec le '10 ans' qui atteint 4,11% en séance avant de finir a semaine proche des 4,100%, vers 4,0960 à la veille du weekend, le '30 ans' culmine à 4,407%. Seul et le '2 ans' s'améliore à 3,9550% contre 4,000% jeudi.

Quel est le calendrier des groupes du CAC 40 pour leurs publications du troisième trimestre?

Les grandes banques américaines ont ouvert vendredi le bal des publications du premier trimestre à Wall Street. A Paris, LVMH donnera le coup d'envoi mardi.
Le bal des publications trimestrielles sur le CAC 40 est sur le point de débuter. Il a déjà commencé outre-Atlantique, plusieurs grandes banques américaines ayant dévoilé vendredi leurs comptes du troisième trimestre.
A Paris, comme au titre du premier trimestre, certains groupes du CAC 40 livreront leurs revenus, d'autres, comme Airbus ou les banques, communiqueront des résultats complets.
Quand les pensionnaires de l'indice principal de la Bourse de Paris rendront-ils leur copie?
BFM Bourse a concocté un petit calendrier (en fin d'article) avec les dates de publications pour que vous puissiez suivre du mieux possible cette saison.

Renault particulièrement dans le viseur?

Nous avons précisé pour chaque entreprise, quels types de résultats la société publiera sur la période (chiffre d'affaires, indicateurs d'activité ou résultats complets).
Rappelons que Pernod Ricard livrera ses revenus non pas au titre du troisième trimestre mais pour le premier trimestre de son exercice 2024-2025, le groupe de spiritueux évoluant sur un calendrier décalé, avec des comptes clôturés fin juin.
LVMH donnera le coup d'envoi de la saison mardi 15 octobre, suivi de Pernod Ricard, Essilorluxottica et Publicis, jeudi.
Alors que plusieurs avertissements sur résultats ont été émis ces dernières semaines, notamment dans l'automobile, les investisseurs surveilleront plus particulièrement la confirmation des objectifs annuels des groupes du CAC 40.
Renault risque d'être particulièrement dans le viseur du marché. Ses concurrents Stellantis, Volkswagen, BMW, Aston Martin et Mercedes-Benz ont tous abaissé leurs perspectives le mois dernier.
Toutefois, le groupe au losange a tenu des propos rassurants et confirmé ses objectifs mardi matin, à l'occasion d'une brève conférence téléphonique, a rapporté Bernstein.
Le constructeur automobile publiera son chiffre d'affaires le jeudi 24 octobre, une journée qui s'annonce chargée puisque puisqu'une petite dizaine d'entreprises du CAC 40 dévoileront des revenus ou des comptes complets.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Octobre 2024
Valeur : 14 Octobre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.1352	133.1502
1	EUR	EURO	145.5035	145.5332
1	GBP	POUND STERLING	174.0102	174.0981
100	JPY	JAPANESE YEN	89.2387	89.2547
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8097	18.8142
1	CHF	SWISS FRANC	154.6106	154.6460
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.9455	96.9634
1	DKK	DANISH KRONE	19.5096	19.5126
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.8135	12.8171
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3407	12.3450
1	AED	UAE DIRHAM	36.2430	36.2550
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4573	35.4670
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.0893	434.4215
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9911	43.4231
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5636	13.5652
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7065	27.8481
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3528	3.3632
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.3812	178.3812

BOURSE ZURICH

Les indices terminent dans le rouge, tensions géopolitiques

La Bourse suisse a terminé sur une note négative jeudi, ne parvenant pas à poursuivre sur l'évolution positive de la veille. Les marchés restent nerveux et prudents face aux tensions géopolitique et alors que s'approche la date de l'élection présidentielle américaine. Le SMI a inscrit un plus bas du jour sous les 12'000 points et a terminé un peu au-dessus de ce niveau.
A New York, Wall Street perdait aussi du terrain en matinée prudente à la veille de la publication du rapport sur les emplois et le taux de chômage en septembre aux Etats-Unis.
"On s'attend à une séance de négociation prudente, et ce pour deux raisons. Le principal facteur est la publication des données sur l'emploi demain, ainsi que les gros titres sur la guerre (au Moyen-Orient)", a commenté auprès de l'AFP Peter Cardillo, de Spartan Capital.
En Suisse, l'inflation a augmenté de 0,8% sur un an en septembre, après avoir progressé de 1,1% en août et de 1,3% en juillet. Sur un mois par contre, l'indice de prix à la consommation (IPC) s'est replié de 0,3% en septembre, après avoir stagné en août et s'être contracté de 0,2% en juillet, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS).
Le SMI a terminé en recul de 0,91% à 12'012,32 points, avec un plus bas à 11'973,06 et un plus haut à 12'126,90. Le SLI a abandonné 0,82% à 1968,92 points et le SPI a perdu 0,79% à 16'042,50 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 26 ont reculé et 4 avancé.
Lanterne rouge la veille, la volatile Sandoz (+2,1%) a pris la médaille d'argent du jour, derrière la médaille d'or Sonova (+3,1%) et devant la médaille de bronze SGS (+0,6%).
Le poids lourd Novartis (+0,3%) a soutenu l'indice. Goldman Sachs a relevé l'objectif de cours et confirmé "neutral". La fin de l'année risque de manquer de catalyseur pour le titre de la multinationale pharmaceutique, considère notamment l'analyste.
Roche (-1,7%) et Nestlé (-1,3%) ont pesé sur l'indice.
Le fournisseur de l'industrie pharmaceutique Lonza (+0,2%) a proposé la nomination de David Meline au conseil d'administration en remplacement d'Olivier Verscheure ne briguera pas de nouveau mandat, lors de la prochaine assemblée générale en 2025.
Sika (-3,9%) a fini lanterne rouge, derrière Geberit (-2,1% et Richemont (-2,0%).
Sur un marché du bâtiment en pleine transformation, le chimiste de la construction 'estime bien positionné pour croître. Toutefois, il faudra se montrer patient pour que la marge opérationnelle (Ebitda) dépasse la barre des 20%, a précisé l'entreprise lors de sa Journée des investisseurs.
L'autre valeur du luxe, Swatch (-0,7%) a également perdu du terrain.
L'action su spécialiste des soupapes à vide VAT (-0,8%) peine à soutenir cet automne la comparaison avec sa performance l'an dernier, au cours duquel la valorisation avait enflé de plus de deux tiers.
Des résultats intermédiaires décevants et des turbulences conjoncturelles sont venues refroidir les ardeurs des investisseurs, réduisant à néant les gains réalisés depuis le début de l'année.

NÉGOCIATIONS ENTRE LA CHINE ET L'UE SUR LES TARIFS DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Des divergences majeures

Les discussions à Bruxelles sur les droits de douane imposés par l'Union européenne sur les véhicules électriques importés de Chine se sont achevées sur des "divergences majeures", a regretté samedi le ministère chinois du Commerce, qui espère un accord lors d'un prochain cycle de négociations.

Les pays membres de l'UE ont confirmé lors d'un vote début octobre l'imposition de droits de douane sur les voitures électriques importées de Chine, malgré l'opposition des Allemands qui redoutent une guerre commerciale avec Pékin. La Commission européenne a désormais les mains libres pour ajouter aux 10% de taxe déjà en place une surtaxe allant jusqu'à 35% sur les véhicules à batterie de fabrication chinoise. Ces droits compensateurs doivent entrer en vigueur fin octobre.
"Des divergences majeures subsistent entre les deux parties", a déploré le ministère chinois du Commerce dans un communiqué. Les négociateurs "ont fait des progrès importants dans certains domaines", a-t-il souligné, mais ils "ne sont pas parvenus à une solution acceptable pour les deux parties".
Pékin a invité les négociateurs de l'UE au prochain cycle de négociations qui doit se dérouler en Chine. Les représentants des deux parties ont mené huit cycles de négociations à Bruxelles depuis le 20 septembre.
"Nous espérons que l'UE pourra rencontrer la Chine à mi-chemin, prendre des dispositions pour se rendre en Chine dès que possible et accélérer les consultations en adoptant une attitude constructive, afin de parvenir à une solution appropriée le plus rapidement possible", a souligné le communiqué.
L'exécutif européen accuse Pékin d'avoir faussé la concurrence en subventionnant massivement les constructeurs sur son territoire, leur permettant d'offrir des prix inférieurs. L'UE espère ainsi protéger sa filière automobile qui emploie 14,6 millions de personnes.

Ebranler la confiance mutuelle

Pékin, qui a dénoncé de son côté des "pratiques protectionnistes injustes et déraisonnables", a déjà répliqué en lançant des enquêtes anti-dumping visant le porc, les produits laitiers et les eaux-de-vie à base de vin importés d'Europe, dont le cognac.
En parallèle, l'UE enquête également sur les subventions chinoises accordées aux fabricants d'éoliennes et de panneaux solaires.
Samedi, le ministère chinois du commerce a mis en garde les négociateurs de l'UE contre la fixation unilatérale de prix avec des entreprises en dehors des négociations avec Pékin.
"Si l'UE négocie des engagements de prix avec certaines entreprises séparément, tout en négociant avec la Chine, cela ébranlera les fondements et la confiance mutuelle des négociations, interférera avec les négociations entre les deux parties et nuira à la progression générale des consultations", a prévenu le ministère du Commerce.
Le président du Conseil européen Charles Michel a espéré vendredi trouver un accord dans les prochains jours ou semaines, bien que le contexte soit "très difficile".

CHINE

L'inflation ralentit en septembre

L'inflation en Chine a ralenti en septembre, selon des données officielles publiées dimanche. Pékin a annoncé samedi un recours massif à l'endettement public pour soutenir son économie, ciblant notamment le marché immobilier et les banques.
L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,4% en septembre sur un an, après une hausse de 0,6% en août sur un an, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS).
Ce chiffre est inférieur aux 0,6% prévus en moyenne par les analystes sondés par l'agence Bloomberg.
La hausse de 0,6% enregistrée en août, la plus élevée depuis février, avait suscité l'espoir d'une reprise de la consommation. Alors que de nombreuses grandes économies occidentales sont confrontées à la menace d'une inflation élevée, la Chine fait au contraire face à la faiblesse des prix et à un risque déflationniste. Le BNS a par ailleurs fait état dimanche d'une baisse de 2,8% en septembre en glissement annuel des prix départ d'usines.
Ces dernières semaines, les responsables politiques chinois ont dévoilé une série de mesures afin de stimuler l'activité et la consommation des ménages. Samedi, le ministre chinois des Finances Lan Fo'an a annoncé un vaste programme, notamment via des obligations spéciales, visant à soutenir les banques, le marché de l'immobilier et à alléger la dette des gouvernements locaux. Les autorités jugent toujours réalisable l'objectif d'une croissance économique à 5% en 2024

SELON FITCH RATINGS

L'encours mondial des sukuk a atteint 900 milliards $ au troisième trimestre

L'encours mondial des sukuk a atteint 900 milliards de dollars (1 dollar = 0,91 euro) au troisième trimestre de l'année, soit une augmentation de 8,5% en glissement annuel, grâce à l'amélioration des conditions de financement après la baisse des taux de la Réserve fédérale américaine, selon Fitch Ratings.
La récente décision de la Réserve fédérale américaine d'abaisser ses taux à 5% en septembre devrait entraîner de nouvelles baisses, Fitch prévoyant des taux de 4,5% et 3,5% à la fin de 2024 et 2025, respectivement. Cet environnement devrait stimuler les émissions de sukuk à court terme.
L'étude indique que plusieurs facteurs, notamment le refinancement des échéances à venir et les objectifs de financement et de diversification des pays islamiques, stimuleront la croissance des émissions de sukuk au quatrième trimestre de cette année et jusqu'en 2025.
Le sukuk, également appelé obligation islamique, est un produit de dette conforme à la charia, grâce auquel les investisseurs acquièrent une propriété partielle des actifs d'un émetteur jusqu'à l'échéance.
L'analyse de Fitch fait suite à la récente émission internationale de sukuk par le géant saoudien de l'énergie Aramco pour un montant de 3 milliards de dollars. La demande a dépassé les attentes et a été sursouscrite six fois.
«Nous assistons à une augmentation du pipeline de sukuk, en partie soutenue par la récente baisse des taux de la Fed. Cependant, les risques à la baisse comprennent les complexités liées à la Charia, l'augmentation des risques géopolitiques et la volatilité du pétrole qui pourraient affecter la croissance du marché», a déclaré Bachar al-Natour, responsable mondial de la finance islamique chez Fitch Ratings.
Et d'ajouter: «En général, les conditions de crédit du marché des sukuk sont saines, 81,5% des sukuk notés par Fitch étant de bonne qualité, 95% des émetteurs de sukuk ayant des perspectives stables et aucune défaillance n'étant à déplorer.»
Dans la région du Conseil de coopération du Golfe, le marché des capitaux d'emprunt représente un encours d'environ 1 000 milliards de dollars, dont 37% de sukuk.
Selon l'analyse, la demande internationale pour les émissions de dette en dollars des marchés émergents est susceptible d'augmenter, les sukuk représentant plus de 10%.
Le rapport indique également que le marché des sukuk s'est diversifié à la suite de l'émission inaugurale de sukuk par AerCap Holdings, basée en Irlande, et du premier sukuk durable du Koweït, émis par la Warba Bank.
En août, un autre rapport publié par Fitch Ratings indiquait que le Royaume-Uni était un centre occidental pour la finance islamique, la Bourse de Londres étant le troisième lieu de cotation pour les sukuk en dollars américains au niveau mondial.
Selon ce rapport, la Bourse de Londres détient actuellement 35% des sukuk en dollars américains, dont l'encours est évalué à environ 80 milliards de dollars à la fin du premier semestre de cette année.

FRANCE

Le Gouvernement présente son projet de budget 2025

Le gouvernement français a présenté, jeudi soir en conseil des ministres, le détail du contenu de son projet de budget pour l'année 2025
Dans le détail, plusieurs secteurs sont concernés par de nouvelles mesures, avec une focalisation sur un durcissement de la fiscalité de certains ménages mais aussi des entreprises.
Les foyers ayant les revenus les plus aisés vont être soumis à une « contribution exceptionnelle » pendant trois ans « afin de garantir que ces derniers soient imposés à un taux minimum de 20% », fait savoir Matignon.
Dans le même temps, il sera demandé aux entreprises dépassant le milliard d'euros de bénéfices en 2024, de participer davantage à l'effort national avec un taux d'imposition qui passera de 25% à 36% pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à trois milliards d'euros et à 30% pour celles dont le chiffre d'affaires se situe entre un et trois milliards d'euros, pour 2025.
En 2026, ces taux d'imposition seront réduits respectivement à 30% et 28%.
Bercy prévoit ainsi d'engranger 8 milliards d'euros de recettes l'année prochaine et 4 milliards d'euros l'année suivante.
L'indexation des retraites sur l'inflation sera bien décalée de six mois et entrera en vigueur en juillet prochain au lieu du 1er janvier 2025 pour un total de 3,8 milliards d'euros d'économies.
« Les autres prestations seront revalorisées sur le calendrier habituel », a, néanmoins, précisé le ministre délégué au budget Laurent Saint-Martin.
Du côté de l'Etat, le budget 2025 prévoit une suppression de 4 000 postes d'enseignants, justifié par une baisse du nombre d'élèves pour la rentrée scolaire à venir.
Le ministre du budget assure, néanmoins, que le gouvernement va acter « des hausses substantielles pour renforcer le régalien et la sécurité des Français, notamment à la Justice et aux Armées ».
Sur la question de l'énergie, Bercy confirme une hausse des prix du MWh d'électricité pour atteindre « une fourchette autour de 50 euros du MWh».
Les automobilistes seront également concernés par une augmentation de la fiscalité avec une hausse du malus automobile des véhicules les plus polluants.
Le ministre de l'Economie Antoine Armand a enfin annoncé une hausse de la taxe sur les billets d'avion dont les contours seront précisés au terme de consultations avec le secteur aérien.
Pour rappel, dans son discours de politique générale, le chef du gouvernement avait présenté ses pistes concernant le budget 2025 et expliqué que la volonté de Matignon était de « ramener le déficit » de la France « à 5% en 2025 » et de « revenir sous le plafond de 3% en 2029 ».
« J'entends parler d'une 'épée de Damoclès' qui pèserait au-dessus de mon gouvernement. (...) La véritable épée de Damoclès, c'est notre dette financière colossale - 3228 milliards d'euros - qui, si l'on n'y prend garde, placera notre pays au bord du précipice », avait-il déclaré à ce propos.

L'Opel Grandland est un Peugeot 3008 moins cher

Le nouveau cousin du Peugeot 3008 opte pour une politique tarifaire plus abordable que le SUV français. De quoi le rendre plus désirable à vos yeux ? Le groupe Stellantis est actuellement en plein renouvellement de ses cœurs de gamme familiaux. Après le Peugeot 3008 de troisième génération, on attend l'arrivée sur le marché des deux autres SUV basés sur la même architecture technique, la STLA Medium : le Citroën C5 Aircross de seconde génération, qui sera exposé au Mondial de l'Auto de Paris 2024 sous la forme d'un concept-car, ainsi que l'Opel Grandland de seconde génération que la rédaction de Caradisiac a déjà pu observer de près. Offrant à la fois un design beaucoup plus simple et une silhouette plus classique que celle du 3008, le nouveau Grandland démarrera à 37 000€ en finition Edition dans sa version essence de 136 chevaux à hybridation légère et boîte automatique à double embrayage. C'est 1 490€ de moins que le 3008 doté de la même motorisation, avec un équipement similaire à ce dernier (jantes de 19 pouces, climatisation automatique bi-zone, écran tactile de 10 pouces avec Apple Carplay & Android Auto sans fil, accès et démarrage sans clé…).
En version électrique de 213 chevaux avec les batteries de 73 kWh (523 km d'autonomie WLTP), il s'affiche à 42 490€ dans cette même finition Edition. Soit quasiment le même prix que le E-3008 à la dotation similaire, proposé à partir de 42 990€. Uniquement proposée dans la finition GS haut de gamme (jantes de 19 pouces plus cossues, calandre éclairée, optiques à LED matriciel, caméra de recul 180 degrés, écran central tactile de 16 pouces avec navigation connectée…), la version électrique à batteries de 82,2 kWh (585 km d'autonomie WLTP) demande 45 990€. Dommage, car le E-3008 Long Range de 96,9 kWh (700 km d'autonomie WLTP) ne demande que 1 000€ de plus.

Un léger avantage après remise

Sachant que Peugeot pratique de manière permanente des remises et qu'Opel devrait proposer aussi de son côté de légères réductions à l'achat, l'Allemand coûte donc très légèrement moins cher que le Français et aura sans doute la préférence de ceux qui recherchent la meilleure habitabilité possible (il possède notamment un plus grand coffre). Notez que le Grandland s'équipe aussi d'une version hybride rechargeable de 195 chevaux proposée à partir de 41 990€ (45 990€ en finition GS) également identique à celle du 3008. Et probablement aussi bientôt de la version 100% électrique à très grosses batteries déjà disponible sur son cousin français.

Mercedes et BMW prennent le bouillon en Chine

BMW, qui avait jusqu'ici le vent en poupe, commence à rentrer dans le dur en Chine, son marché principal. Mercedes ne fait pas mieux et voit les ventes de son haut de gamme continuer de descendre.

Si les ventes de la gamme "S" ont commencé à baisser en début d'année, les choses ne se sont pas arrangées chez Mercedes qui avait dû revoir ses objectifs financiers à la baisse pour 2024. Mais alors que BMW semblait être le seul constructeur allemand à peu près à l'abri des ennuis, voilà qu'il subit la foudre en Chine où ses ventes ont fortement baissé ces derniers mois. Un mauvais signal, alors que la Chine s'apprête à durcir le ton face aux voitures allemandes en réponse aux taxes douanières à l'importation des voitures chinoises en Europe. Mais ce n'est pas la seule explication de la baisse de régime générale des Allemands en Chine. Il faut aussi rappeler que les Chinois montent en gamme et en puissance et dans un pays où la préférence nationale est forte, il devient plus difficile de justifier l'achat d'un modèle allemand très cher et parfois électrique face à un véhicule chinois qui offrira l'espace à bord tant recherché par les Chinois et toute la technologie qu'ils puissent imaginer.

BMW dans le dur en Chine

La seconde moitié d'année s'annonce difficile pour BMW qui déçoit sur son plus gros marché mondial. En Chine, les ventes du groupe (BMW et Mini) ont chuté de 13 % par rapport au troisième trimestre 2023. Et alors que le premier semestre limitait la casse, cette deuxième partie d'année casse l'élan de BMW qui se retrouve dans le rouge en Chine. Mini est tout particulièrement touché avec une chute des ventes de 21 %. BMW rappelle la situation économique de la Chine toujours tendue avec un ralentissement de la demande, qui se voit tout particulièrement dans le secteur du bâtiment et de la construction. Mais puisque l'automobile est le deuxième poste de dépense après le logement, les constructeurs sont eux aussi impactés lourdement. BMW a d'ailleurs prévenu que les résultats en 2024 sur le plan financier ne seraient pas aussi bon qu'espérés.

Mercedes n'y est pas

Pour Mercedes, l'affaire n'est pas meilleure dans le premier marché automobile mondial, bien au contraire. Alors que le groupe dévoilera les résultats financiers fin octobre, il avertit déjà qu'il ne faudra pas attendre de miracle de cette année un peu plus compliquée. Le très haut de gamme (Classe S, EQS, GLS...) subit un vrai ralentissement. - 12 % pour celui-ci et même - 31 % pour les électriques en Chine. Ola Kallenius, qui, comme Carlos Tavares, place le "pricing power" à un niveau très élevé et la rentabilité au dessus de tout, commence donc à sentir le vent tourner. Est-ce conjoncturel face à l'environnement économique actuel ou structurel au sein même de la stratégie Mercedes ? Peut-être des deux. In fine, Mercedes devrait atteindre une marge opérationnelle d'environ 8 %. Très loin des 14 % que le groupe s'était fixé à la sortie du Covid, quand la demande était forte et l'offre faible. Epoque bénie pour les constructeurs qui ont ainsi pu faire gonfler les prix et tout miser sur le haut de gamme.

LAMBORGHINI URUS SE (2024)

Taureau sous contrôle

Lamborghini donne un coup de frais et un coup de jus, littéralement, à son super-SUV qui devient hybride rechargeable. Mais que vaut ce taureau électrifié de 800 chevaux ?
Lancé en 2018, le Lamborghini Urus a immédiatement fait office de "game changer" pour le petit constructeur italien qui voyait ses ventes exploser poru passer d'environ 3800 unités en 2017 à plus de 10.000 voitures écoulées en 2023 et ce record est d'ores et déjà battu pour cette année. Arme de conquête avec plus de 70 % de propriétaires pour qui il est la première Lamborghini, le

Urus a permis de rajeunir la clientèle de la marque avec 41 % d'acheteurs de moins de 40 ans et 13 % d'acheteuses (comprenez femmes ayant signé le bon de commande, le pourcentage d'utilisatrices principales féminines étant plus élevé). Mais ce succès n'est pas imperméable à l'évolution des normes - commerciales et environnementales - pour autant. Dès lors, Lamborghini a franchi le cap de l'électrification de son modèle familial, au diapason de la supercar Revuelto et de la super-sportive Temerario. Le Lamborghini Urus SE est donc hybride rechargeable. Mais plus que le simple ajout d'un moteur électrique et de sa batterie, c'est à une profonde refonte de son modèle que le blason de Sant'Agata Bolognese a procédé.

2 MILLIONS DE MOTS DE PASSE VPN DANS LA NATURE

Quels fournisseurs sont concernés ?

En 2024, plus de 2 millions de mots de passe VPN ont été volés. Malgré leur réputation de sécurité, certains fournisseurs de réseaux privés virtuels parmi les plus populaires et sûrs du marché sont touchés.

Qui dit VPN dit sécurité. Qui dit sécurité dit rempart ultime contre les cyberattaques. Pourtant, l'équipe de recherche de Specops vient d'écorner un tant soit peu la réputation d'un des outils de cybersécurité les plus inviolables qui soient. Ce sont en effet plus de 2 millions de mots de passe VPN qui ont été dérobés par des malwares en 2024. Une véritable saignée dans le monde du réseau privé.
De grands noms du secteur ne sont pas épargnés. Ces géants, réputés pour leur fiabilité, se retrouvent en première ligne des victimes. Mais ils ne sont pas forcément en cause dans les pillages qu'ils subissent.

Les géants du VPN pillés

L'étude de Specops Software montre que rien, hélas, n'est invulnérable dans l'univers impitoyable du Web. Pas même les services VPN les plus populaires. Proton VPN arrive en tête de ce triste palmarès avec plus de 1,3 million de mots de passe compromis. ExpressVPN et NordVPN suivent, avec respectivement 94 772 et 89 289 identifiants volés.
Avant de tirer sur l'ambulance, encore faut-il être sûr du véritable responsable de cette mise à sac. Et il se trouve que l'étude révèle que la réponse est à chercher du côté des utilisateurs plutôt que dans la technologie VPN elle-même. En effet, les pirates ont ciblé le maillon faible de la chaîne : les pratiques de sécurité des internautes. Phishing, logiciels malveillants, réutilisation de mots de passe... Les techniques d'attaque sont variées et exploitent souvent la négligence ou le manque de connaissances en matière de cybersécurité.
Quand on vous conseille, chez Clubic, de ne pas mettre tous vos œufs dans le même panier en utilisant, par exemple, un gestionnaire de mots de passe…

Les mots de passe trop simples, une faille encore et toujours exploitée

On vous en avait déjà parlé chez Clubic, mais même pour des services aussi critiques que les VPN. Les combinaisons les plus courantes sont d'une banalité affligeante : « 123456 », « password », ou encore « qwerty » figurent en bonne place dans le triste hit-parade des mots de passe compromis.
Ce qui aurait tendance à inquiéter davantage, c'est que cette négligence n'épargne pas le monde professionnel. Des mots de passe comme « admin » ou « P@ssw0rd » ont été identifiés sur des VPN d'entreprise, avec les conséquences désastreuses qu'on imagine. La réutilisation des identifiants aggrave encore le problème : un mot de passe volé sur un service peut compromettre l'ensemble des comptes d'un utilisateur, y compris son accès au réseau de son entreprise.

CRYPTOJACKING

Ce que vous devez savoir pour protéger vos appareils dès maintenant

Imaginez vos appareils – ordinateurs, smartphones, tablettes – mobilisés pour une tâche qui n'est pas la vôtre. Votre batterie se vide plus vite que d'habitude, vos performances chutent, et pourtant, rien d'anormal à première vue.
Derrière ce dysfonctionnement discret pourrait se cacher une exploitation malveillante de vos ressources pour miner des cryptomonnaies. C'est le principe du cryptojacking : une cyberattaque invisible qui permet aux pirates de s'enrichir grâce à vos appareils, sans que vous ne vous en rendiez compte. Voyons ensemble comment cette menace fonctionne et comment s'en protéger efficacement.

Le cryptojacking, c'est quoi ?

Le cryptojacking consiste à détourner la puissance de calcul de vos appareils pour miner des cryptomonnaies, souvent à votre insu. Contrairement à d'autres types de cyberattaques, qui visent à voler des données ou à demander des rançons, le cryptojacking est plus sournois : il exploite vos ressources en arrière-plan, sans détruire directement vos fichiers ou systèmes. L'objectif des pirates est simple : générer des profits en exploitant des algorithmes gourmands en puissance de calcul, le tout sans frais pour eux… mais à vos dépens.
L'ingéniosité du procédé réside dans le fait que le minage de cryptomonnaies est normalement très coûteux, en raison du matériel spécifique et de l'énergie nécessaire. Grâce au cryptojacking, les hackers contournent ce problème en utilisant vos ordinateurs, tablettes ou smartphones, tout en restant invisibles. Résultat : ils économisent sur le matériel et les factures d'électricité, tout en accumulant des gains grâce à vos appareils.

Comment vos appareils se retrouvent-ils infectés ?

Le cryptojacking ne nécessite pas des techniques complexes pour infecter vos appareils. La méthode la plus courante réside dans l'insertion de scripts malveillants dans le code de certains sites web. Il vous suffit alors de visiter ces pages pour que vos ressources soient immédiatement détournées, sans même que vous ayez à cliquer sur quoi que ce soit. Plus vous restez sur ces sites, plus vos ressources sont exploitées.
Les applications douteuses représentent également un vecteur d'infection. En téléchargeant des logiciels de sources peu fiables, vous risquez d'installer, sans le savoir, des programmes de cryptojacking qui se lancent dès que vous allumez votre appareil. Enfin, la publicité en ligne peut aussi être une porte d'entrée pour ces scripts malveillants. Certaines annonces, bien que sans danger en apparence, cachent des scripts qui s'activent dès qu'elles s'affichent à l'écran.
Pour les pirates, l'intérêt est simple : cibler un grand nombre d'appareils peu puissants, mais cumulés, afin d'accéder à une capacité de calcul importante. Ce piratage distribué rend le cryptojacking plus discret et réduit les risques de détection.

Les signes que votre appareil est victime de cryptojacking

Le cryptojacking se distingue par son invisibilité, mais certains signes doivent tout de même vous alerter. Si votre ordinateur ou smartphone ralentit sans raison apparente, même lors de tâches simples, cela peut être dû à une utilisation détournée de vos ressources.
Autre indicateur : la surchauffe anormale de votre appareil. Lorsque le processeur est continuellement sollicité par des scripts de minage, il fonctionne à pleine capacité, entraînant une augmentation inhabituelle de la température. Si vous remarquez que votre ordinateur ou smartphone chauffe excessivement, sans cause évidente, il se pourrait qu'il soit victime de cryptojacking.
La qualité du réseau peut, elle aussi, subir l'impact du minage de cryptos à votre insu. Dans l'équation, les pirates monopolisent en effet une partie de la bande passante, facteur qui ralentit nécessairement les débits théoriques. À plus forte raison si l'infection se propage à plusieurs appareils reliés au même réseau. En clair, si votre connexion vous semble plus lente que prévu, et que vous ne trouvez pas d'explication, voyez-y un signal d'alerte.
Enfin, une batterie qui se vide plus rapidement qu'à l'accoutumée est un autre symptôme fréquent. Les programmes de minage étant particulièrement énergivores, ils ont un impact direct sur l'autonomie de vos appareils mobiles.

Les conséquences pour vos appareils

Si les pirates sont les premiers à tirer profit du cryptojacking, les victimes en subissent les répercussions sur plusieurs fronts. Tout d'abord, les performances de vos appareils se dégradent : ils ralentissent, deviennent moins réactifs, et leur capacité à exécuter plusieurs tâches à la fois est considérablement réduite. Sans compter que cette sollicitation excessive du processeur entraîne une usure prématurée des composants, en particulier sur les appareils mobiles.
L'usure matérielle n'est pas la seule conséquence. Sur les ordinateurs de bureau, où la consommation énergétique est déjà significative, cette exploitation continue peut augmenter vos factures d'électricité. En somme, non seulement les pirates s'enrichissent à vos dépens, mais en plus, cela vous coûte cher.

Comment vous protéger contre le cryptojacking ?

Heureusement, il existe des moyens simples pour se prémunir contre ce type d'attaques. La première étape consiste à installer un antivirus à jour, capable de détecter et bloquer ces scripts malveillants avant qu'ils n'exploitent vos appareils. C'est par exemple le cas de Bitdefender, qui embarque des outils de protection contre le minage de cryptomonnaie pour ses abonnés Total Security, Premium Security et Premium Security Plus.
L'avantage d'une fonctionnalité dédiée réside dans sa capacité à gérer efficacement l'ensemble des stratégies de cryptojacking, qu'elles passent par des scripts web, des publicités frauduleuses ou des téléchargements malveillants. À noter que celle proposée par Bitdefender peut aussi faire preuve de souplesse. Si vous êtes vous-même mineur ou mineuse de cryptos sur votre appareil, pour votre compte, vous pouvez soit opter pour une validation manuelle des mesures à prendre (bloquer ou non les tentatives de cryptomining), soit créer des exceptions dans les paramètres de l'antivirus.
En complément, l'utilisation de bloqueurs de publicités peut participer à limiter l'exposition aux annonces malveillantes susceptibles de contenir des scripts de cryptojacking. Là encore, la plupart des suites antivirus, y compris Bitdefender, embarquent des extensions et des modules de blocage de publicité et/ou de script suspects.
Pensez aussi à désactiver JavaScript dans votre navigateur, si ça n'est pas déjà fait. La techno est réputée pour faciliter l'injection de code arbitraire et de scripts malveillants sur les sites web peu ou pas sécurisés.
On ne le rappellera jamais assez, mais il est évidemment essentiel de maintenir à jour vos logiciels et systèmes d'exploitation. Les pirates exploitent souvent des failles dans les versions obsolètes, d'où l'importance de ne pas repousser les mises à niveau lorsqu'elles se présentent.
N'oubliez pas que la vigilance reste votre meilleure alliée. Évitez les logiciels provenant de sources douteuses et privilégiez les applications provenant de plateformes vérifiées. De nombreuses infections de cryptojacking proviennent de logiciels piratés ou gratuits, téléchargés depuis des sites peu sûrs.

Cryptojacking : ce qu'il faut retenir

Le cryptojacking est une menace discrète, mais bien réelle, qui détourne les ressources de vos appareils à des fins lucratives. Si cette attaque ne détruit pas directement vos données, elle peut affecter les performances et la durée de vie de vos équipements, sans compter les coûts énergétiques qu'elle peut entraîner. La bonne nouvelle ? En adoptant des outils de sécurité adaptés et en suivant des pratiques de navigation prudentes, vous pouvez garder le contrôle de vos appareils et éviter qu'ils ne soient exploités à votre insu.

POUR CRÉER DES BIBLIOTHÈQUES JAVA

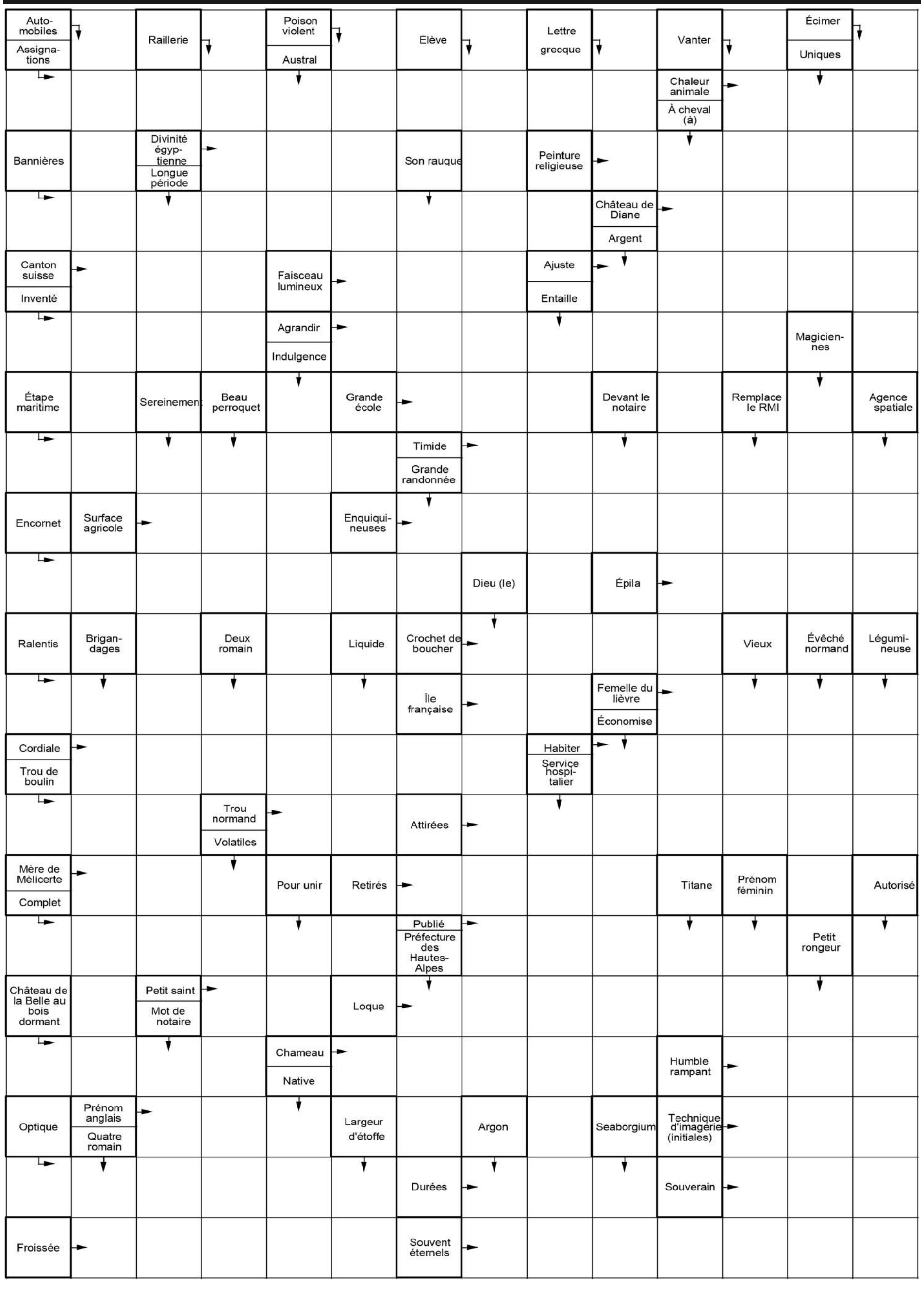
Oracle propose un modèle tip and tail

Afin d'offrir une meilleure expérience et une plus grande rapidité pour développer des bibliothèques Java, Oracle mise sur la méthode tip and tail. Elle alterne des publications avec des fonctionnalités et des corrections de bugs. Une proposition a été déposée pour adopter ce modèle.
Créé le 30 septembre et mis à jour ce 7 octobre, le JEP (JDK Enhancement Proposal) a fait une proposition pour le développement des bibliothèques Java avec la méthode dite tip and tail. Ce modèle comprend la version tip où celle-ci contient de nouvelles fonctionnalités et des corrections de bogues. La version tail ne comprend elle que des corrections de bugs critiques, en faisant en sorte de rétroporter le moins de code possible de la version tip vers les versions tail.
Le JDK lui-même utilise cette méthode depuis 2018 pour proposer des fonctionnalités supplémentaires à un rythme plus rapide et fournir des mises à jour fiables et prévisibles, axées sur la stabilité.
Les objectifs de la proposition sont les suivants:
- Aider l'écosystème Java à maintenir l'équilibre entre une innovation rapide pour les nouveaux développements et de la stabilité pour les développements à long terme ;
- Reconnaître que les développeurs d'applications ont des points de vue différents sur les changements qui imposent une mise à jour des bibliothèques et du JDK ;
- Veiller à ce que les développeurs de bibliothèques n'aient pas à choisir entre le support aux utilisateurs des anciens JDK et l'adoption de fonctionnalités supplémentaires, comme les threads virtuels et les modèles, qui enthousiasment les utilisateurs des récents JDK ;
- Ne pas contraindre les cycles de publication des bibliothèques, les schémas de version ou les mauvais choix.

Des avantages pour les développeurs

La proposition explique que le modèle « tip and tail » est une forme simplifiée de celui baptisé « multi-train », qui propose aux bibliothèques de servir une base d'utilisateurs diversifiée tout en adoptant les récentes fonctionnalités de Java. Le modèle « tip and tail » apporte aux utilisateurs soucieux de la stabilité ce dont ils ont besoin, à savoir des correctifs et des patchs, tout en donnant aux développeurs qui construisent des systèmes ce qu'ils veulent, à savoir des fonctionnalités et des améliorations, à un rythme plus rapide. Toujours selon la proposition, la méthode donnera à la plate-forme Java la capacité de rester attractive pour les nouvelles applications tout en préservant l'avenir des applications existantes.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 14 octobre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

BLIDA

Un programme de plantation de 144.000 arbustes

Un programme portant plantation de 144.000 arbustes a été mis au point par la Conservation des forêts de Blida, au titre de la campagne nationale de boisement 2024/2025, a-t-on appris dimanche auprès de cette direction. Ce programme de boisement visant le repeuplement des zones montagneuses touchées par les incendies ces dernières années, parallèlement à l'extension des surfaces vertes au niveau des zones urbaines, sera lancé en mise en œuvre à partir de la semaine en cours, dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration (17 octobre) et de la célébration de la Journée nationale de l'arbre (25 octobre), a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Mokadem.

CANCER DU SEIN

L'UGTA sensibilise les femmes

L'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA) a organisé, hier à Alger, une journée de sensibilisation sur le cancer du sein, au cours de laquelle il est proposé, à titre gracieux, diagnostic, dépistage précoce, analyses et examens d'imagerie. S'exprimant lors de cette journée organisée par le département de la santé, de la prévention et de la condition de la femme travailleuse de l'UGTA, en coordination avec le comité de wilaya des femmes travailleuses d'Alger, le Secrétaire général l'UGTA, M. Amar Takdjout a indiqué que cette action "s'inscrit dans le cadre de l'adhésion de l'UGTA à la campagne nationale et mondiale de sensibilisation contre le cancer du sein". Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur "l'impératif de sensibiliser la femme à l'importance que revêt le dépistage précoce du cancer du sein", ajoutant "outre la prévention contre la maladie, le programme de cette journée tend à sensibiliser la femme à l'importance du dépistage précoce de cette maladie afin d'éviter toute complication". De son côté, la présidente du comité de wilaya des femmes travailleuses de la wilaya d'Alger, Mme Malika Boutaoui, a fait savoir que "près de 200 femmes travailleuses et femmes au foyer bénéficieront, ce dimanche, d'une visite et d'un diagnostic médical gratuits, au niveau du siège de la centrale syndicale, encadrés par des médecins spécialistes", précisant que "les femmes ayant des symptômes de cette maladie ou des facteurs de risque seront prises en charge et accompagnées à titre gracieux". Pour sa part, la secrétaire nationale chargée de la Médecine du travail et de la condition de la femme travailleuse à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Pr Nora Akif, a fourni des explications sur cette maladie et les moyens de prévention. A cette occasion, Mme Akif a salué la contribution de Sonatrach, de Sonelgaz, de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), et des Fédérations des Douanes et des Ports "en vue de permettre aux femmes travailleuses concernées de bénéficier d'un dépistage précoce au niveau de la Centrale syndicale et leur prise en charge gratuite, dont la mammographie, et le suivi continu de leur état de santé". "Dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation contre le cancer du sein, nombre de femmes travailleuses bénéficieront, le 27 octobre, d'un dépistage précoce, et d'un accompagnement médical au niveau de la wilaya de Ouargla", a-t-elle, par ailleurs, annoncé.

2e PHASE DE RÉINTÉGRATION DES ÉLÈVES

Belaabed préside une conférence nationale

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed a présidé une conférence nationale consacrée aux directives concernant la 2ème phase de l'opération de réintégration et à l'évaluation des préparatifs liés à l'organisation du championnat national des sports scolaires, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Dans le cadre d'une série de conférences, tenues par visioconférence, consacrées au suivi de la rentrée scolaire, M. Belaabed a présidé, samedi, une conférence nationale consacrée aux directives relatives à la 2ème phase de l'opération de réintégration, à l'évaluation des préparatifs pour l'organisation du championnat national des sports scolaires, et au suivi de la prise en charge des préoccupations soulevées au niveau des directions de l'éducation de wilayas", a précisé le communiqué. Le ministre a, en outre, affirmé qu'après publication des résultats de la 1ère phase d'étude des requêtes de réintégration des élèves qui n'ont pas pu poursuivre leur parcours scolaire, menée au niveau des établissements scolaires, "les directions de l'éducation prendront en charge les requêtes restantes dans la 2ème phase, avant de mettre en place des mesures supplémentaires pour répondre aux autres requêtes, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émises lors du Conseil des ministres du 22 septembre 2024". Concernant les préparatifs liés à l'organisation du championnat national des sports scolaires, qui débutera janvier 2025, M. Belaabed a suivi un exposé sur les travaux réalisés par le comité en charge de ce dossier, soulignant "la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le succès de cette manifestation nationale, qui vise principalement à découvrir et à promouvoir l'élite sportive". Par ailleurs, et "dans le cadre de l'évaluation du déroulement de la rentrée scolaire au cours des premières semaines, notamment en ce qui concerne la prise en charge rapide des différentes situations liées à la scolarisation des élèves, le ministre a écouté toutes les préoccupations soulevées dans chaque wilaya et la manière de leur traitement". A ce propos, il a insisté sur "la nécessité de continuer sur la même lancée, de répondre instantanément et rapidement à toutes les préoccupations qui pourraient être soulevées, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et de veiller à assurer l'accueil quotidien des citoyens jusqu'au 31 octobre 2024", conclut le communiqué.

TLEMCEN

Une convention de coopération pour encourager l'économie verte

La direction de l'Environnement de la wilaya de Tlemcen vient de signer une convention de coopération avec la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) et la commune du chef-lieu de wilaya en vue d'encourager l'économie verte (économie circulaire), a-t-on appris de la directrice de l'Environnement, Rafika Belhadj.
Mme Belhadj a indiqué à l'APS que cette convention, inscrite dans le cadre de la démarche visant à activer le partenariat entre les ministères de l'Environnement et des énergies renouvelables et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, porte sur la fabrication de bacs métalliques de formats nouveaux à ouvertures multiples pouvant être utilisés dans la collecte d'une quantité maximale de bouteilles en plastique afin de pouvoir préserver la propreté de l'environnement et à inculquer cette culture aux citoyens.
La même responsable a fait savoir que les bacs, actuellement en cours de fabrication au niveau des ateliers de ferronnerie des établissements de formation, à l'aide de matières premières fournies par la commune de Tlemcen, seront installés à travers les axes routiers et les voies de communication connues pour leur forte densité de population et par une forte mobilité des citoyens, tant au sein du tissu urbain, des établissements universitaires, les terrains de sport et autres, et ce, afin de permettre aux citoyens de collecter le maximum de bouteilles en plastique.
La quantité de bouteilles devant être collectée dans les bacs et récupérée par le Centre d'enfouissement technique (CET) de Chetouane, sera revendue aux entreprises économiques privées spécialisées dans le recyclage des déchets, qui à leur tour sont appelées à contribuer avec les stagiaires des centres de formation professionnelle à l'embellissement du cadre de vie des citoyens, à la faveur de campagnes de plantation d'arbres et de ravalement des façades, a-t-on noté.

MOSTAGANEM

Production de près d'un million de quintaux de cultures protégées

Une production de près d'un million de quintaux de cultures protégées, toutes variétés confondues, a été réalisée dans la wilaya de Mostaganem, au titre de la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Le service d'organisation de la production et de l'appui technique a précisé que la campagne de récolte des cultures protégées, comprenant une gamme de 7 produits maraichers, qui vient de s'achever, a donné lieu à un volume de production estimé à 976.450 quintaux pour un taux de rendement évalué à quelque 568 quintaux à l'hectare. Lors de la campagne de récolte, lancée au début du mois de juillet dernier sur une superficie globale estimée à 1.720 hectares, la DSA tablait sur un volume de production de 1,43 million de qx, a-t-on fait savoir de même source. La production engrangée est répartie par produits agricoles comme suit : 440.000 de tomates, 270.000 de poivrons, 100.000 quintaux d'aubergine et 60.000 quintaux de concombre, a détaillé la DSA. Outre ce volume de production de ce type de produits maraichers, il y a lieu d'ajouter un autre produit agricole, à savoir la courgette, produite sous serre-dôme, et dont la quantité engrangée a dépassé les prévisions, à savoir 53.000 qx contre 38.000 qx, initialement prévus, souligne-t-on. Par ailleurs, parallèlement à la campagne ciblant les cultures protégées, la wilaya de Mostaganem prévoit une production de 7.167.000 qx de 21 produits maraichers cultivés en plein champ, à l'issue de la campagne de récolte devant cibler une superficie globale estimée à 18.623 hectares, réservée à cette filière, a-t-on fait observer de même source. Il convient de signaler que les produits maraichers représentent 75% de la production agricole végétale dans cette wilaya de l'Ouest, grâce aux cultures stratégiques, à l'instar de la pomme de terre et la tomate de saison, primeurs et d'arrière-saison, plaçant cette collectivité locale côtière parmi les principales wilayas fournisseuses, durant toute l'année, de ce type de produits des marchés de la région Ouest, notamment.